

La prévention de la radicalisation

Actes du colloque international
organisé les 27 et 28 avril 2016
à l'Ecole militaire de Paris
par le Comité interministériel
de prévention de la délinquance
et de la radicalisation



STOP-DJIHADISME.GOUV.FR

RADICALISATION

VIOLENTE,

ENRÔLEMENT

DJIHADISTE.

FAMILLES, AMIS : SOYEZ VIGILANTS

Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation

0 800 005 696

**Service & appel
gratuits**

 @stopdihadisme

 Stopdihadisme



La prévention de la radicalisation

Actes du colloque international
organisé les 27 et 28 avril 2016
à l'Ecole militaire de Paris
par le Comité interministériel
de prévention de la délinquance
et de la radicalisation

Partager la réflexion pour penser l'action

Comme de nombreux pays, la France est aujourd'hui confrontée à une menace inédite, tant par son ampleur que par sa nature. Cette menace est liée au basculement de plusieurs milliers de personnes dans le fanatisme radical violent, le plus souvent en lien avec les filières terroristes du Proche-Orient.

Pour répondre à ce phénomène, les autorités françaises ont arrêté un plan de lutte contre la radicalisation violente en avril 2014. Ce plan visait à démanteler les réseaux, à empêcher les déplacements générateurs de menaces, à coopérer plus efficacement au niveau international. Il contenait aussi un volet préventif et d'accompagnement des familles. Ce volet préventif est un enjeu majeur pour nos sociétés. La réponse à la radicalisation ne saurait être exclusivement sécuritaire : la prévention est ainsi indispensable et complémentaire à l'effort continu de sécurité.

Aussi, il paraissait naturel, depuis avril 2014, d'établir un premier bilan et de continuer à partager les expériences avec d'autres pays confrontés à ce même défi qu'est la radicalisation violente. Ce temps de réflexion commun était d'autant plus nécessaire que la tâche est de plus en plus délicate. Le public concerné est en effet difficile à cerner : souvent jeunes, les personnes qui basculent sont fragilisées. En rupture familiale ou sociale, elles sont parfois en quête d'un idéal confus ou morbide.

C'est dans cet état d'esprit que le Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) a souhaité organiser le colloque international « La prévention de la radicalisation », qui s'est tenu les 27 et 28 avril 2016. Pendant deux jours, cet événement a réuni autour d'experts venant de dix pays les personnels des services de l'Etat et des collectivités locales, mais également des membres de la société civile, du monde universitaire et de la recherche, ainsi que des partenaires internationaux engagés dans la prévention de cette menace contemporaine.

Le CIPDR espère que les échanges de ces deux journées, présentés dans ces actes, permettront de mieux appréhender les enjeux de la radicalisation violente, de comparer les méthodes de détection et de faire le point sur les différentes politiques de prise en charge des multiples parties prenantes, qui sont d'indubitables sources d'enrichissements réciproques.

La stratégie novatrice arrêtée depuis 2014, et amplifiée en 2016 par le plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme, témoigne de la détermination de l'Etat à garantir aux Français un haut niveau de protection et de sécurité. La situation à laquelle nous sommes confrontés est un véritable défi pour notre société, pour la République et pour la cohésion de la Nation. Pour le relever, il est indispensable de partager la réflexion pour conduire l'action, ensemble.

Muriel Domenach,
Secrétaire générale du CIPDR

Remerciements

Le Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation remercie chaleureusement les ministres et secrétaires d'Etat qui lui ont fait l'honneur de leur présence et qui sont intervenus au cours du colloque des 27 et 28 avril 2016. Il remercie également les experts français et étrangers, les organisateurs et les responsables de l'Ecole militaire de Paris, ainsi que toutes les personnes qui ont participé à cet événement international.

Avant-propos :	
Partager la réflexion pour penser l'action	2
Un défi à relever collectivement	6
L'indispensable dialogue entre chercheurs et praticiens	
Gilles Kepel et Benjamin Ducol	
Comprendre la radicalisation	11
Radicalisation violente et non violente	12
M. le préfet Pierre N'Gahane	
Daechisme, djihadisme, terrorisme et shahidisme	15
Patrick Amoyel	
La stratégie de Daech : créer un monde binaire	18
Nafees Hamid	
Djihad 2.0	24
Marc Hecker	
Internet comme opérateur de rapprochement	28
Gérald Bronner	
De l'âme errante à l'âme fanatique	31
Pr Michel Bénézech	
La radicalisation comme symptôme	38
Pr Fethi Benslama	
La phase critique de l'adolescence	43
Dr Serge Hefez	
Facteurs collectifs et dynamiques individuelles	47
Magnus Ranstorp	
Détecter et prévenir	50
Allier signalement et repérage	51
Loïc Garnier	
Les axes de l'action préventive britannique	55
Matt Collins	
La politique proactive du Canada	58
Herman Deparice-Okomba	

Allemagne : soutenir les liens familiaux	61
Daniel Koehler	
France : prévenir la contagion en prison	64
Farhad Khosrokhavar	
Ancrer la République dans tous les territoires	68
Mme la secrétaire d'Etat Hélène Geoffroy	
S'appuyer sur les familles et les acteurs de proximité	73
Mme la ministre Laurence Rossignol	
 Agir contre la radicalisation	 78
Justice : intervenir bien avant la sanction	79
Robert Gelli	
L'expertise de Singapour en matière de réhabilitation	83
Mohamed Bin Ali et Rohan Gunaratna	
Copenhague : intervenir en amont du signalement	89
Mohamed Ali Hee	
La contre-offensive sur Internet	93
Marc Hecker et Christian Gravel	
La construction du doute, condition de la réinsertion	98
Dounia Bouzar	
Agir sur tous les fronts	104
M. le ministre Bernard Cazeneuve	
 Ressources	 110

Un défi à relever collectivement

— **Contribution établie à partir de l'intervention de Gilles Kepel, professeur des universités et professeur à l'Ecole normale supérieure à Paris (France)**

Le phénomène de la radicalisation, et surtout ses aspects violents, a pris au dépourvu nombre d'Etats occidentaux comme orientaux. La France est aujourd'hui le premier exportateur de djihadistes européens vers la Syrie : c'est pourquoi, depuis 2014, la réflexion s'organise. Il faut identifier le phénomène afin de l'analyser pour développer une politique de prévention, de répression, de contrôle aux frontières, d'analyse, de réinsertion, voire d'emprisonnement. La multiplicité des tâches à accomplir en simultané est un véritable défi collectif pour la société française.

La troisième génération du djihadisme

La parution en janvier 2005 de *l'Appel à la résistance islamique mondiale* par l'idéologue syrien Abou Moussab al-Souri marque la naissance du djihadisme dit de « troisième génération ». L'Europe y est désignée comme le ventre mou de l'Occident et la cible d'actions terroristes menées par des populations européennes. Ce phénomène s'est d'abord développé de manière souterraine sur les sites de partage vidéo, sur les réseaux sociaux et dans le système carcéral. Il profite aussi de la décomposition qui a suivi certains des soulèvements arabes de 2010-2011 et de la création de zones de non-droit proches de l'Europe : Libye, Syrie, Yémen, Sahel, ou Sinaï égyptien.

Face à ce défi, une réflexion en profondeur attend les universitaires et les administrations. Il faut pouvoir penser et interpréter les mutations de nos sociétés, et faire face aux fragmentations internes et aux violences idéologiques présentes sur nos territoires. Destinées à l'administration, les formations organisées par le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) avec des universitaires et des acteurs associatifs ont permis l'identification et la prise en charge du phénomène. Auprès des familles, des initiatives de réinsertion et de signalement ont été menées de façon empirique ; mais face au terrorisme, le rôle des sciences humaines et sociales est prépondérant. Il faut créer un système d'analyse d'un phénomène jusqu'ici inconnu. Dans

un premier temps, la réflexion sur la radicalisation a utilisé les schémas d'analyse des mouvements d'extrême gauche des années 1970 et des mouvements indépendantistes européens. Après le 11 septembre 2001, les recherches menées aux États-Unis ont fourni les premiers instruments de pensée du phénomène. Mais ceux-ci sont aujourd'hui devenus insuffisants.

Le lancement du numéro vert 0800 005 696 par le CIPDR (voir pages 51-54) est un premier pas. Il a fourni une quantité précieuse d'informations, mais ce mode de collecte pose question pour le travail scientifique. La rétention de mineurs ou l'incarcération de personnes en partance ou de retour de Syrie apportent aussi des éléments, tout comme le regroupement carcéral des djihadistes dans des unités spécialisées, qui devra être rapidement évalué et transformé si nécessaire. Pour aller plus loin, le prochain lancement d'un appel d'offres faisant appel aux sciences humaines et aux sciences du *big data* est un enjeu fondamental. En combinant sciences humaines et algorithmes, il devient possible de construire les représentations du monde et les modes de recrutement des djihadistes, mais le travail est immense.

“Le rôle des sciences humaines et sociales est prépondérant: il faut créer le système d'analyse d'un phénomène jusqu'ici inconnu.”

Les récents attentats de Paris et de Bruxelles soulignent le défi qui attend l'Union européenne (UE). Le commissaire à la Recherche Carlos Moedas a donc interrogé la pertinence des données sur la radicalisation récoltées et financées par l'UE. Bernard Rougier et Gilles Kepel ont rédigé une *policy review* en réponse à cette question, débattue le 27 avril 2016 par la Commission européenne. Ainsi, en lien avec les acteurs de terrain, les chercheurs du monde entier échangent constamment leurs travaux: c'est une des mesures indispensables pour se mettre collectivement en situation de penser un phénomène complexe, nouveau et en constante évolution. ♦

— Contribution établie à partir de l'intervention de Benjamin Ducol, post-doctorant, responsable de la recherche au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), chercheur associé au Centre international de criminologie comparée de Montréal (Canada)

Pour pouvoir comprendre la radicalisation, il faut définir les termes avec précision. Les francophones d'Europe parlent de

radicalisation, les Anglo-Saxons utilisent le terme d'extrémisme violent, alors qu'au Québec, le terme de « radicalisation menant à la violence » prévaut. La notion de radicalisation doit bien être distinguée de celle de terrorisme : la spécificité de la radicalisation menant à la violence est le basculement d'un espace précriminel où les individus revendiquent leurs idéologies vers un espace criminel qui enfreint le contrat social au travers d'actions sortant du cadre légal, ceci en tant que moyen de transformation sociale.

Penser à la fois la singularité des parcours et les logiques communes

La distinction entre le niveau des croyances et la radicalisation violente des comportements est très importante. L'enjeu pour la recherche est de trouver un juste équilibre entre la singularité des parcours menant à la radicalisation et une explication généralisable. Le débat actuel part du principe qu'il n'existe pas de profil type des individus qui se radicalisent, ce qui est exact. Il existe une diversité de logiques, mais aussi de profils sociaux : les personnes peuvent être issues de milieux aisés ou non, comme de familles dysfonctionnelles ou aimantes. Ainsi, un parcours peut partir d'une désillusion amoureuse qui conduit l'individu à changer son style de vie et ses relations, puis l'amène à intégrer un groupe qui l'incite à la violence. Un autre exemple part de la rencontre avec une figure charismatique, ce qui provoque une désillusion vis-à-vis de la réalité sociale et une incitation à l'action violente.

Ceci étant, selon un schéma disponible sur le site du CPRMV¹, la conception de la radicalisation menant à la violence comporte toujours trois niveaux : celui de la société, où se croisent les histoires individuelles faites de liens familiaux complexes, de parcours scolaires et professionnels difficiles, etc. Le terrain sociétal national et international provoque aussi des malaises identitaires et un rejet des appartenances et du contrat social. Le second niveau est celui des cercles amicaux, familiaux, professionnels, scolaires ou encore sportifs, où les individus cherchent des réponses et des justifications à leur vision du monde et à leur malaise identitaire. Les réponses reçues peuvent les orienter vers des positions qui respectent le contrat social ou vers des positions beaucoup plus violentes. Le troisième niveau concerne les éventuelles logiques d'engagement dans la violence et leur gradation : engagement passif dans des groupes violents, diffusion des messages, mais aussi engagement plein, par exemple sous la forme d'un départ en Syrie².

Le terreau de la disponibilité est la première composante

1. Voir <https://info-radical.org/fr/radicalisation/processus/>

2. Cette schématisation peut être mise en parallèle avec d'autres formes de radicalisation, telles que l'extrême droite, l'extrême gauche, les mouvements antiavortement, etc. Elle permet donc de comprendre d'autres phénomènes.

du processus de radicalisation. Cette disponibilité dépend de facteurs de vulnérabilité : vulnérabilités psychologiques ; facteurs socio-identitaires ; facteurs biographiques (l'adolescence étant une période cruciale) ; facteurs internationaux (conflits armés, notamment) ; enfin, facteurs relationnels entre l'individu, son environnement direct et la société. Cette vulnérabilité est bien entendu contrebalancée par des facteurs de protection qui recoupent les mêmes catégories. Ainsi, une psychologie empathique, nuancée, permet de résister au discours binaire de la radicalisation. La combinaison des facteurs de vulnérabilité et de protection permet de penser le terreau de disponibilité de chaque personne.

Cependant, une fragilité individuelle ne conduit pas obligatoirement à la radicalisation : il faut pour cela la rencontre d'une ou plusieurs offres radicales, composées d'ensembles de discours, de croyances, de visions du monde. Le djihadisme comme l'extrême droite dressent un constat des dysfonctionnements du monde, expliqués par le premier par l'impérialisme occidental et le recul de la religion, et par le second par l'immigration et l'ouverture des frontières. Face à cette lecture binaire, le djihadisme et l'extrême droite

désignent l'ennemi. En outre, les offres radicales se présentent toujours comme des causes justes sur le plan moral. Cette offre radicale est portée par des agents de radicalisation, qui en cadrent le discours afin de rendre leur offre abordable aux individus vulnérables en opposant toujours le bien et le mal, le juste et l'immoral. Les incitations à l'action violente sont prépondérantes, car elles sont présentées comme seules capables de résoudre le *statu quo*. Le processus d'adhésion commence par

“Les réponses reçues par les individus vulnérables peuvent les orienter vers des positions qui respectent le contrat social ou vers des positions beaucoup plus violentes.”

l'exposition de l'individu à cette offre dans le milieu scolaire ou associatif, le quartier, etc. Puis on assiste à une entrée en résonance du discours présent dans l'environnement et du vécu de l'individu, avant le développement d'une sociabilité radicale qui le lie à des porteurs de l'offre : c'est alors la phase de l'endoctrinement de groupe. Enfin, l'offre radicale devient la grille de lecture exclusive du monde par l'individu. La radicalisation agit sur des sphères qui tendent à la convergence et à l'homogénéité, ce qui conduit l'individu à se couper d'autres sphères potentiellement contradictoires et concurrentes.

L'Internet peut être considéré comme un facteur ou un catalyseur des processus de radicalisation, bien que cette question mérite une étude contextuelle nuancée, pour sortir de l'explication macrosociologique. L'exposition aux messages d'un

site web n'induit pas l'adhésion, qui suppose, notamment, la combinaison entre les mondes réels et virtuels. Les recherches menées montrent que les personnes dont la radicalisation provient exclusivement d'Internet sont très minoritaires. Le cas le plus fréquent est celui dans lequel Internet est une amorce de la trajectoire de radicalisation qui se poursuit ensuite dans le monde réel. Enfin, Internet peut aussi venir pour renforcer la radicalisation.

Nourrir les échanges entre chercheurs et praticiens

Ces quelques éléments de diagnostic illustrent le caractère crucial du dialogue entre chercheurs et praticiens. Après une décennie de travail, la recherche sur la radicalisation est abondante au niveau mondial : l'enjeu n'est pas le volume des travaux, mais leur mise en dialogue. Il faut sortir aussi des débats purement théoriques, car la théorie doit servir le terrain et non l'inverse. Les recherches contextuelles doivent également être développées, car la radicalisation est différente à Paris, à Montréal ou à Lyon. Par ailleurs, penser la radicalisation djihadiste sans analyser ses autres formes serait une impasse intellectuelle et empirique, car celle-ci est influencée par le discours sociétal et par les discours xénophobes et islamophobes. Enfin, il faut approfondir l'interface entre recherche et pratique. Les chercheurs doivent pouvoir accéder au terrain, aux données confidentielles, et accompagner les praticiens dans leur action quotidienne, en leur apportant des analyses adaptées à leurs terrains d'intervention. ♦

Comprendre la radicalisation

Multiforme, la radicalisation est d'autant plus difficile à appréhender qu'elle est très rare. En outre, et fort heureusement, elle ne conduit que minoritairement à la violence. Penser ce phénomène qui évolue rapidement oblige à croiser des approches plurielles. Les techniques classiques de renseignement ont d'abord été utilisées dans le cadre de la lutte antiterroriste. Depuis, les responsables publics, les chercheurs et les structures de l'action sociale et de l'éducation ont appris à collaborer dans tous les pays touchés. L'offre de radicalisation a été profondément renouvelée par la stratégie de Daech. Ceci amène à analyser les discours proposés et les modes d'organisation déployés sur Internet et au travers de réseaux interpersonnels de proximité. Comprendre la demande oblige à se pencher sur les parcours de vie des individus du point de vue sociologique, psychologique et psychiatrique, pour pouvoir proposer d'autres solutions – y compris thérapeutiques – à leur recherche de sens.

Radicalisation violente et non violente

— Contribution établie à partir de l'intervention du préfet Pierre N'Gahane, secrétaire général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation de 2013 à 2016, Paris

Le CIPDR a été invité en 2014 à travailler sur la question de la prévention de la radicalisation dans le contexte de lutte antiterroriste qui prévalait jusqu'alors. Le défi consistait d'abord à répondre à l'attente des parents d'enfants candidats au départ en Syrie. Ceci supposait d'adapter le dispositif juridique, ce que le législateur a depuis permis. Cependant, se donner la possibilité d'intervenir juste avant le départ n'avait pas de sens indépendamment de la construction de l'action préventive : il a donc fallu définir la notion même de radicalisation.

Le CIPDR a rapidement séparé les enjeux de l'offre et de la demande. L'analyse de l'offre est centrée sur l'évolution de la situation au Proche-Orient, qui peut attirer une partie de la jeunesse française. Elle impliquait le fait de comprendre la genèse de Jabhat al-Nosra et l'avènement de Daech. L'analyse de la demande, en revanche, s'attachait à comprendre comment une jeune fille qui n'est pas issue d'une culture musulmane peut basculer dans une idéologie très précise et devenir candidate au départ. Le CIPDR a alors situé l'enjeu de la radicalisation en amont des phénomènes d'extrémisme et de terrorisme, sur lesquels portait l'attention des services de sécurité intérieure et extérieure.

En 2014, il était très difficile d'identifier les personnes concernées si elles n'avaient commis aucun acte délictuel : il fallait donc à la fois définir la radicalisation non violente et la radicalisation violente. La détection des personnes radicalisées non violentes conduisait potentiellement à s'intéresser à des populations dont les effectifs pouvaient être très élevés. Sur ce point, l'enjeu a consisté à comprendre si la radicalisation non violente provenait de facteurs exogènes – en raison du conflit israélo-palestinien, par exemple – ou endogènes à la société française. Le CIPDR considère qu'ignorer les facteurs endogènes reviendrait à passer à côté de l'essentiel, et qu'il faut prioritairement s'interroger sur les causes de la radicalisation propres à la France.

La création du numéro vert 0800 005 696 (voir pages 51-54) a permis de proposer un lieu où recueillir l'information de façon simple. Il a alors fallu se donner les moyens de distinguer les radicalisations religieuses au sens littéral et les limites de la radicalisation violente, qui aboutissent au terrorisme. Il faut discerner avec précision les démarches religieuses classiques, voire rigoristes, des perspectives qui peuvent conduire au basculement vers la violence. La difficulté conceptuelle concerne donc le passage d'approches individuelles quiétistes à des comportements dangereux pour la société, et l'identification des approches religieuses et de celles qui relèvent de revendications identitaires.

La revendication d'une singularité dans le champ de la citoyenneté n'est pas forcément violente, même si les personnes concernées portent souvent des exigences identitaires et religieuses, voire politiques.

“Le CIPDR considère qu'ignorer les facteurs endogènes passerait à côté de l'essentiel. Il faut s'interroger sur les causes de la radicalisation en France.”

La plateforme téléphonique a ainsi permis d'identifier un grand nombre de personnes, ceci en grande partie grâce à un travail de discernement qui a été progressivement amélioré³. Depuis son ouverture, la batterie d'indicateurs pris en compte a été largement

adaptée afin d'affiner la capacité de discernement des personnes pouvant basculer dans la violence. Ces indicateurs de rupture, d'environnement personnel, de discours tenus ou de parcours judiciaire auraient pu poser problème au CIPDR s'ils avaient été abordés séparément : ainsi, la dangerosité d'une personne ne se mesure pas à son seul comportement vestimentaire. C'est l'association des facteurs retenus qui permet de classer un individu dans les catégories potentiellement violentes ou non. Les entretiens téléphoniques durent plus d'une heure afin d'éviter les approximations. Celles-ci seraient de toute façon corrigées par les services préfectoraux, puisque les préfets sont chargés de gérer les réponses non répressives, l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) étant responsable des réponses répressives. Le ministère de l'Intérieur est destinataire des deux sources d'information.

3. Pour participer à la détection, l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) a mis en place dès le 29 avril 2014 un dispositif de recueil des signalements. La mise en place de cet outil s'est accompagnée de la formation à l'écoute avec discernement des écoutants de la plateforme téléphonique.

Plus de 9 000 situations à risque identifiées

La demande des jeunes ressortissants français tentés par l'aventure du djihad illustre des lignes de vie faites de hauts et de bas. En avril 2016, le CIPDR avait identifié plus de 9 000 situations à risque. Les personnes en question connaissent des parcours chaotiques et d'échec bien en

amont de leur basculement. Le spectre concerné s'étend de la jeune fille en mal d'émancipation au jeune garçon qui vit des frustrations générationnelles au sein de la société – et ce, d'autant plus qu'une partie de la jeunesse française a le sentiment de ne pas appartenir à la communauté nationale. Ces personnes, le plus souvent jeunes, basculent à un moment donné et cherchent des solutions. Le suicide en est une, comme les sectes et la délinquance, ainsi que la radicalisation politique ou religieuse. A ce jour, la radicalisation islamiste est celle qui préoccupe le plus le CIPDR. Ceci étant, sa conviction est que la dimension religieuse intervient en tant que réponse à un malaise, et non en tant que cause : certains individus construisent des réponses auxquelles participe un contenu religieux. Tobie Nathan décrit ainsi ces personnes comme des « âmes flottantes », qui se trouvent dans l'illusion d'avoir trouvé une solution. En matière de réponse publique, l'enjeu consiste à venir les chercher pour les ramener à la surface, en leur proposant une ligne de vie tendue vers le haut. Pour cela, il faut agir en deux étapes : déconstruire ce que ces personnes ont élaboré en faisant le choix de la radicalisation, puis opérer une reconstruction.

Cette démarche suppose l'analyse des causes. L'étendue du défi oblige à sortir du seul cadre religieux. La prise en charge des personnes radicalisées doit être pluridisciplinaire, singulière, et s'attacher aux parcours. La réponse théologique est une réponse, mais elle n'est pas la seule. Bien au-delà, il apparaît désormais indispensable de s'interroger sur les failles de la société française. ♦

Daechisme, djihadisme, terrorisme et shahidisme

— Contribution établie à partir de l'intervention de Patrick Amoyel, président de l'association Entr'Autres et vice-président de l'Observatoire de prévention du radicalisme et du djihadisme (Oprad), Nice

L'association Entr'Autres travaille avec le laboratoire interdisciplinaire Récits, cultures et sociétés (Lirces) de l'université de Nice sur les ruptures du lien social. Entr'Autres compare les données issues du terrain et des cellules préfectorales de suivi des jeunes et des familles avec celles de la recherche universitaire et avec d'autres sources.

Les conceptualisations proposées par Entr'Autres distinguent djihadisme et daechisme. Du fait de l'exploitation de processus sociaux et psychiques qui lui sont en partie spécifiques, Daech ne représente qu'une partie du djihadisme et n'est pas totalement djihadiste. Le djihadisme lui-même n'est pas le terrorisme : ce dernier consiste spécifiquement à terroriser les populations civiles de certains pays afin d'en obtenir des bénéfices politiques. Enfin, à la marge du terrorisme se trouve le shahidisme – le fait de devenir martyr, témoin de la gloire de Dieu – et il n'est pas sûr que certains de ceux qui meurent en martyrs soient des terroristes au sens strict : leurs motivations propres ne correspondent pas forcément à celles que les organisations veulent mettre en avant. Ces concepts différencient plusieurs types de radicalisation et de radicalité – radicalités sociales, culturelles ou politiques –, le djihadisme étant une forme particulière de radicalité politique. Ces distinctions sont importantes à effectuer pour appliquer des méthodes de réhabilitation différentielles.

"Il n'est pas sûr que certains de ceux qui meurent en martyrs soient des terroristes au sens strict : leurs motivations ne correspondent pas forcément à celles que les organisations veulent mettre en avant."

Alors que les liens favorables à Daech sur les réseaux sociaux se comptent chaque jour par centaines de milliers, les données de l'Uclat disponibles en avril 2016 renvoient à 13 000 personnes connues nommément et repérées effectivement comme radicalisées en France, mais il est très difficile de procéder à une analyse des types de profils à partir de ces données : ceux-ci diffèrent beaucoup selon les sources de signalement (voir encadré page 57). Selon une étude du Combating Terrorism Center de l'université militaire de West

Point (Etats-Unis), portant sur un échantillon représentatif de 4600 profils, l'âge moyen des personnes radicalisées est de 28 ans et leur niveau d'études atteint ou dépasse le baccalauréat dans deux tiers des cas. Un dixième des personnes qui rejoignent Daech viennent d'Europe et 90 % des 57 pays de la conférence islamiste (pays arabo-musulmans, en particulier). Les trois premiers pays de provenance sont l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Tunisie.

Des parcours de radicalisation multiples

Les 13000 personnes repérées en France peuvent être considérées, pour partie, comme présentant des parcours d'infradaechisme; ces personnes, dont l'engagement est humanitaire, aventurier ou matrimonial (environ 20 % des personnes repérées pour ce dernier point), sont prises dans un embrigadement relationnel dont le traitement par une approche émo-

tionnelle est possible. A l'autre extrémité, les parcours daechistes et djihadistes séduisent des personnes dont la prise en charge de l'engagement terroriste et/ou shahidiste est difficile. Entre ces deux extrêmes, le segment du daechisme infradjihadiste est occupé par les protodjihadistes, les prédjihadistes et les terroristes: pour ces deux dernières catégories, les méthodes émotionnelles ne fonctionnent pas. Une catégorie particulière, celle des

hijristes, est présente. Ces personnes ne sont pas forcément radicalisées, mais jugent indépendamment d'autres préoccupations que la pratique de l'islam est difficile en France, notamment en raison du principe de laïcité. C'est pourquoi elles partent faire leur hégire (*hijra*); mais alors qu'elles se rendaient jusqu'en 2012 au Maroc, en Tunisie, en Algérie, au Pakistan ou en Egypte, aujourd'hui, elles considèrent Daech comme la meilleure destination.

Les djihadistes français qui veulent rejoindre Daech présentent trois grandes caractéristiques générales⁴. Le mental djihadiste se caractérise par le rêve du paradis et de la jouissance absolue qui s'y trouverait, donc par l'espoir d'y réaliser la totalité des choses interdites dans notre monde, comme cela est décrit dans les sourates 55 et 56 du Coran et dans certains hadiths. Cet état mental repose aussi sur l'imitation absolue et l'idolâtrie volontaire du prophète Mahomet en tant que modèle parfait de l'homme. Enfin, cet habitus comporte la haine de la raison et de la modernité et oppose la raison à la foi, la science à la religion, l'individu à la communauté, le libre arbitre à la soumission. Ces trois para-

“Les trois paramètres du mental djihadiste ouvrent la possibilité de sacraliser la violence, mais cela ne caractérise pas la majorité des personnes radicalisées.”

4. Cette caractérisation est tirée du travail de recherche d'Amélie Boukhobza et de sa thèse de doctorat *Jouissances djihadistes : genèse d'une haine intellectuelle*.

mètres ouvrent dans le psychisme la possibilité de sacraliser la violence et la mort : ce point ne caractérise pas la majorité des personnes radicalisées, mais peut-être 10 % à 15 % de la population ciblée par l'Uclat.

Le glissement vers le terrorisme peut concerner toutes les personnes repérées sur le parcours du daechisme et du djihadisme – la probabilité du passage à l'acte terroriste augmentant en fonction du profil de la personne radicalisée –, mais il peut aussi concerner les personnes dont le niveau de radicalisation est faible. Le moteur principal de la tentation de Daech passe, selon la formule de Fethi Benslama (voir pages 38-42), par le rêve du passage du dérisoire au grandiose, par l'identification avec le « surmusulman ». La possibilité d'entrer dans le rêve de la restauration de l'identité musulmane – la « mulsumanité » – repose sur le sentiment de préjudice : le sentiment d'être victime d'un préjugé et d'une injustice dans les jugements portés sur soi. A ce sentiment de base s'ajoute le complotisme prêté aux sociétés secrètes, juives, sionistes et américano-sionistes : un complot international qui serait accompagné d'une idéologie et d'un discours anti-islam. L'ensemble engendre le sentiment d'humiliation et le désir de revanche. Cette vengeance prend corps le cas échéant en partant se battre pour éliminer les mécréants et restaurer la force de l'islam en tant que civilisation. ♦

La stratégie de Daech : créer un monde binaire

— Contribution établie à partir de l'intervention de Nafees Hamid, chercheur à Artis International, New York et Londres, et à l'University College, Londres

La définition de la stratégie de Daech en Irak et en Europe remonte à la publication en 2004 du manifeste *La gestion de la barbarie* par Abu Bakr Naji. Celui-ci encourage à frapper des cibles en tous lieux afin d'épuiser les forces de « *l'Alliance de l'ennemi* », ou à « *saigner l'Occident jusqu'à la faillite* », pour reprendre les termes de Ben Laden.

Les effectifs des djihadistes de Daech se situent autour de 200 000 personnes, avec un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars et l'accès à de très nombreux civils. En 2015, sa stratégie contre l'Occident a été explicitée dans le document intitulé « L'extinction de la zone grise ». Elle vise à diviser le monde en deux camps – pro et antidjihadistes – afin de créer une réaction anti-islamique. Ainsi, « *la présence du Califat magnifie également l'impact politique, social, économique et émotionnel de toute opération effectuée par les moudjahidin contre les croisés enrégés. Cet impact magnifié oblige les croisés à détruire activement la zone grise eux-mêmes [...]. Les musulmans vivant dans les pays croisés se trouveront entraînés à abandonner leurs maisons pour un endroit où vivre dans le Califat, à mesure que les croisés augmentent les persécutions contre les musulmans vivant dans les pays occidentaux, qui ne feront que s'accroître.* »

La France et les Français comme cibles prioritaires

Daech considère la France comme particulièrement vulnérable à cette stratégie et en fait une cible prioritaire pour les acteurs isolés. La branche de ses opérations externes a ainsi attaqué la France et la Belgique. En 2014, plus de 20 combattants sont arrivés de Syrie pour mener des attaques isolées en Europe, principalement en France. Ce pays est perçu comme très vulnérable : son territoire est vaste et il compte de nombreux volontaires pour mener ces attaques. Une récente étude de la Brookings Institution montre que le meilleur indicateur de la tendance d'un individu à se radicaliser est son origine francophone ou non. Le nombre de djihadistes francophones

laisse penser que Daech envisage de lancer d'autres attaques sur la France. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), les peshmergas et les groupes combattants du nord de l'Irak estiment que les étrangers, notamment les Occidentaux, sont les plus dangereux des combattants impliqués dans les rangs de Daech, en particulier les Français. Un ancien combattant de Daech considère les Français comme les combattants les plus extrémistes, qui agissent comme s'ils faisaient partie de l'organisation depuis des années.

Les profils recrutés par Daech sont très variés. Ainsi, le Canadien Damian Clairmont, un jeune homme instable et dépressif, s'est converti à l'islam et a d'abord rejoint un groupe de jeunes radicalisés. Il a finalement rejoint la Syrie en 2012 pour lutter contre Bachar el-Assad et est mort sur place. Il illustre bien un premier type de parcours que l'on peut considérer comme classique. En revanche, les médias ont moins parlé de Salman Ashrafi, ami de Damian Clairmont. Fils de bonne famille pakistanaise, bien installé professionnellement, marié, lui aussi est parti en Syrie, où il est mort dans un attentat suicide. Ces deux cas montrent bien la difficulté à saisir les causes premières de la radicalisation. La marginalisation sociale n'explique pas tout : de nom-

breux combattants proviennent de milieux favorisés et basculent pourtant dans une nouvelle identité, convaincus de la justesse de la cause de Daech.

"Il n'existe aucune corrélation solide entre une éducation religieuse précoce et la radicalisation, la première semblant même être un élément défavorable à une radicalisation ultérieure."

Il n'existe aucune corrélation solide entre une éducation religieuse précoce et la radicalisation, et le fait d'avoir reçu ce type d'éducation semble même être un élément défavorable à une radicalisation ultérieure.

Dans les pays arabes, le fait d'avoir reçu une éducation laïque est le meilleur indicateur d'un possible basculement ultérieur dans le djihadisme. Ceci étant, au Pakistan, certains types d'éducation religieuse précoce favorisent la radicalisation. On constate aussi la surreprésentation des diplômés : ainsi, la probabilité de basculer dans le djihadisme est dans les pays arabes 17 fois plus élevée pour les détenteurs d'un diplôme d'ingénieur que pour la population dans son ensemble. Par ailleurs, les facteurs environnementaux jouent un rôle, comme l'illustre le cas célèbre du quartier de Molenbeek, à Bruxelles. Pourtant, les quartiers comparables sont très nombreux dans le monde entier, et tous ne sont pas devenus des berceaux du djihadisme. Il existe cependant des points communs chez un grand nombre de candidats au départ : ils sont souvent originaires de quartiers difficiles et présentent des parcours délinquants. Ceci étant, les musulmans impliqués

“75 % des personnes qui ont rejoint les rangs d’Al-Qaïda l’ont fait par le biais d’un ami, 20 % ayant été recrutées par un parent et 5 % par un inconnu.”

dans des réseaux djihadistes, qu’ils soient convertis ou non, représentent 0,04 % de la population musulmane en France. Il est évident que de nombreuses autres personnes présentent avec ces derniers les mêmes facteurs environnementaux :

elles ont très souvent vécu dans les mêmes quartiers sans pour autant basculer dans le djihadisme.

Bien que les motivations des très rares aspirants djihadistes restent inconnues, il est possible d’isoler certains facteurs prédictifs. L’étude des réseaux de socialisation est un prédicteur assez fiable de la radicalisation.

Si l’on étudie les parcours constatés en Indonésie, en Jordanie, en Afrique du Nord, aux Pays-Bas, en Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne, il s’avère que 75 % des personnes qui ont rejoint les rangs d’Al-Qaïda l’ont fait par le biais d’un ami qui les a recrutées, 20 % ayant été recrutées par un parent et 5 % par un inconnu. En ce qui concerne Daech, le taux des recrutements via un ami est estimé à 80 %. En Belgique, plus d’un tiers des individus radicalisés a été recruté par Khalid Zerkani ou

La géométrie variable du sacré et du sacrifice

Lorsque la réalité n’est pas conforme à leurs idéaux, les Occidentaux s’efforcent généralement d’améliorer le système démocratique. A l’inverse, les aspirants au djihad et leurs sympathisants jugent que la démocratie est une illusion qui recouvre la domination des opprimés, en particulier des musulmans. Ces différences questionnent la capacité réelle d’intégration des valeurs démocratiques par les populations.

En France, Nafees Hamid a mené une étude juste après les attaques de janvier 2015 auprès d’un échantillon de personnes, en les interrogeant sur leur identification avec la France, l’Europe, les religions et les groupes d’amis. La majorité des réponses a témoigné de l’identification avec la France, mais près d’un tiers des personnes s’identifiaient surtout avec leurs groupes d’amis. Il a ensuite été proposé cinq niveaux d’engagement, dont deux violents, pour lesquels les personnes pouvaient opter. Les résultats ont montré que la notion de défense de l’Etat-nation appartient au passé, les individus s’identifiant surtout à des valeurs. Le degré d’engagement en faveur de la défense de la liberté d’expression s’est révélé encore plus réduit, ce qui n’est

d'ailleurs pas propre à la France : en Espagne, moins de 20 % des personnes interrogées considèrent la démocratie comme sacrée. Finalement, les valeurs démocratiques ne sont pas majoritairement perçues comme devant être défendues à tout prix.

A l'inverse, les données disponibles au Maroc révèlent l'existence d'un lien entre le caractère sacré de la charia et l'idée de sacrifice. L'idéologie islamiste se veut subversive et menace le système de la démocratie libérale, ce qui est très nouveau et représente un véritable défi. Globalement, les personnes sont prêtes à se sacrifier pour des valeurs sacrées en lien avec de solides réseaux d'amis, ce qui a été confirmé par une étude semblable menée auprès de combattants du PKK. Ceci étant, les groupes d'amis peuvent être une voie vers la violence, mais aussi un moyen de s'en éloigner.

par Fouad Belkacem. Dans un second temps, ces personnes radicalisées sont à leur tour devenues des agents de recrutement. La majorité des djihadistes belges a très probablement été radicalisée de cette manière : au-delà des facteurs environnementaux, les logiques relationnelles jouent donc un rôle majeur.

Le contrôle d'un vaste territoire par Daech en Syrie et en Irak a aussi joué un rôle considérable dans l'évolution du discours. Jusqu'alors, les organisations djihadistes mettaient en avant l'idée que des musulmans étaient opprimés partout dans le monde et qu'il était du devoir de l'Oumma – la communauté des croyants – de leur porter secours. La création du « Califat » a provoqué ensuite un changement du discours dominant : celui-ci propose désormais de soutenir et de rejoindre un Etat fondé pour les musulmans sur la base des valeurs musulmanes. Il est du devoir de tout musulman de s'y installer.

La perspective d'un monde nouveau

Ce point marque un tournant décisif en affirmant positivement la construction d'un monde nouveau, mais surtout en proposant un moyen de convergence de combats jusque-là éclatés dans de multiples territoires : on assiste dès lors à un rassemblement de multiples groupes en lutte. Daech est ainsi devenu porteur d'un nouvel imaginaire dans le monde musulman. Les idées islamistes offrent à des personnes et à des groupes variés sensibles à l'islam la possibilité d'un nouveau départ, et Daech a bien compris comment capitaliser sur le concept d'un nouvel espoir en opposant la vie ordinaire

“Le « Califat » comprend une forme de démocratie, les décisions les plus importantes étant prises par une cour suprême au nom de la charia.”

menée en Occident avec la perspective de devenir des pèlerins fondateurs d'un nouveau monde. Cette perspective est très présente lorsqu'on rencontre des candidats au départ ou des personnes déjà arrivées en Syrie. Ces individus affirment que la démocratie est un mensonge répandu par l'oligarchie des Blancs et des puissants. Les djihadistes proposent de mettre à

bas ce système pour apporter la justice dans ce monde. L'islam est de la sorte invoqué comme un contre-pouvoir permettant de lutter contre les injustices.

Artis a mené une étude en neurosciences sur des radicaux islamistes installés à Barcelone. Ils ont été approchés pendant près de deux ans afin de gagner leur confiance, et il a ainsi été possible d'étudier quelles étaient

les valeurs islamistes qu'ils considéraient comme sacrées ou non. Les premiers résultats disponibles apportent un éclairage sur la perception des actes violents ou non violents que les groupes de pairs conçoivent comme des sacrifices acceptables pour défendre telle ou telle valeur islamique. Si un groupe partage certaines valeurs sacrées telles que la charia, cela ne signifie pas que les pairs acceptent pour autant d'utiliser la violence pour les défendre, et cette position partagée s'oppose à la volonté éventuelle d'un de ses membres de le faire.

Ces résultats laissent donc entendre qu'il ne faudrait pas attaquer les valeurs adoptées: elles s'avèrent rigides, et leur opposer une contre-argumentation provoque la cessation du dialogue. Il faut plutôt s'attacher aux modalités par lesquelles les individus acceptent de les défendre. Ces modalités sont plus souples que ce que l'on imagine de prime abord. Les rencontres avec des combattants sont instructives: s'il leur est demandé ce qu'est vraiment la charia (définie par ces personnes comme l'antithèse de la démocratie), ils répondent par exemple que Dieu commande de donner de l'argent aux pauvres dans un esprit de justice, mais ils ne peuvent expliquer le sens de la charia. Si l'on insiste, ces combattants effectuent une recherche sur Internet. Interrogés sur les préceptes de la charia pour la vie quotidienne – la conduite d'une voiture, la téléphonie mobile, etc. –, ils répondent qu'il s'agit là d'éléments de la vie moderne que la charia ne prend pas en compte.

Les échanges qui portent sur les modalités concrètes des prises de décision sur le territoire de Daech montrent qu'en ce qui concerne les aspects non pris en compte par la charia, les combattants admettent qu'ils votent pour désigner des responsables locaux, par exemple. Ce qui permet de souli-

gner un paradoxe à leur attention : bien que ses membres s'y affirment radicalement opposés, le « Califat » comprend une forme de démocratie, les décisions les plus importantes étant prises par une cour suprême au nom de la charia, qui fonde la Constitution. Les combattants réfutent cette interprétation qui s'applique selon eux au Pakistan, leur ennemi. Mais l'essentiel est que l'application de la charia reste sujette à interprétation. En définitive, les personnes qui se rendent en Syrie pour appliquer une charia stricte se trompent. Les valeurs sacrées sont ainsi adaptables, ce qui participe de la stratégie réelle de Daech. Du point de vue du discours de lutte contre la radicalisation, l'approche qui recourt à la critique unilatérale des valeurs, dominante en Occident, est donc inadaptée : elle ne fonctionne pas et conduit les populations concernées à se braquer. Il faut donc accepter de part et d'autre un degré de souplesse dans l'interprétation des valeurs, afin de pacifier le dialogue et de lutter contre la violence. ♦

Djihad 2.0

**— Contribution établie à partir de l'intervention de
Marc Hecker, directeur des publications, Institut
français des relations internationales (Ifri), Paris**

Si elle a pris une tout autre ampleur depuis le début de la guerre civile en Syrie, l'utilisation du Web par la mouvance djihadiste n'est pas nouvelle, puisque le premier site internet djihadiste, l'Islamic Media Center, a été créé en 1991. Plus connu, le site azzam.com a été lancé en 1996-1997 par un étudiant britannique de l'Imperial College de Londres, ancien du djihad en Bosnie. Le premier site directement lié à Al-Qaïda, maalemaljihad.com, a été créé en février 2000. Plus célèbre, la plateforme alneda.com a été fondée en 2001, quelques mois avant les attentats du 11 septembre. Al-Qaïda a, par la suite, lancé sa propre agence de production audiovisuelle, le site As-Sahab, dont le nombre de contenus diffusés a crû de façon rapide, passant de 6 vidéos en 2002 à 14 en 2004, 58 en 2006 et 97 en 2007. Ce volume reste cependant bien inférieur à celui actuellement produit par Daech, qui met en ligne plusieurs dizaines de vidéos par mois.

L'opération Enduring Freedom qui a démarré en octobre 2001 a conduit à la destruction des camps d'entraînement d'Al-Qaïda en Afghanistan, à la mort de certains chefs de l'organisation comme Mohammed Atef, ainsi qu'à la fuite d'Oussama Ben Laden et d'Ayman al-Zawahiri. Très affaiblie, Al-Qaïda a dû évoluer pour survivre. Cette évolution a pris la forme d'une décentralisation qui s'est manifestée par l'ouverture de « filiales » et a eu des répercussions sur Internet. Ces « filiales » – Al-Qaïda en Irak (2004), Al-Qaïda au Maghreb islamique (2006-2007), puis Al-Qaïda dans la Péninsule arabe (2009) – se sont dotées de leurs propres organes de production médiatique, en particulier sur le Web. La fondation Al-Furqan pour la production médiatique a joué ce rôle pour Al-Qaïda en Irak, l'institut Al-Andalus pour Al-Qaïda au Maghreb islamique.

Une offensive menée sur les plateformes collaboratives

Cette décentralisation sur le Web a été favorisée tout d'abord par l'instabilité des grands sites comme Alneda.com, notamment en raison de cyberattaques, mais aussi par les évolutions technologiques : le passage au Web 2.0

a débouché sur des approches plus collaboratives (forums, puis réseaux sociaux) et s'est traduit aussi par le passage du djihad 1.0 au djihad 2.0. Du milieu des années 2000 à 2013, les forums djihadistes – Al-Bouraq, Al-Firdaws, Al-Fallouja, Ansar Al-Moudjdahidin, etc. – se sont multipliés. La plupart étaient arabophones, mais il en existait aussi en anglais et en français. De 2007 à 2009, le nombre de fils de discussion sur le principal forum arabophone de l'époque (Al-Fallouja) est passé de 18 000 à 56 000. En janvier 2012, les services de renseignement néerlandais ont publié une étude estimant à 25 000 environ le nombre de djihadistes ou apprentis djihadistes prenant part aux discussions sur les différents forums liés de près ou de loin à la mouvance Al-Qaïda. En France, le forum le plus suivi, Ansar Al-Haqq, qui est toujours actif, comptait environ 2 500 membres en 2011, mais l'essentiel des discussions était animé par une centaine de participants. Il est important de noter qu'un certain nombre de « cyberdjihadistes » ont fini par rejoindre le djihadisme « *in real life* », en particulier à la faveur de la guerre en Syrie.

“Il est important de noter qu'un certain nombre de « cyberdjihadistes » ont fini par rejoindre le djihadisme « in real life », en particulier à la faveur de la guerre en Syrie.”

Ces forums ont cependant peu à peu périclité. Le lien de confiance entre les participants a été progressivement rompu à la suite de cyberattaques ou d'opérations d'infiltration par des services de renseignement, et les djihadistes se sont dirigés au début des années 2010 vers les réseaux sociaux qui se sont alors développés. La mouvance djihadiste n'a pas immédiatement adopté ces plateformes, qui ont dans un premier temps suscité la méfiance du fait de leur origine américaine. La situation a changé avec l'arrivée en Syrie de jeunes Occidentaux appartenant à la génération des « *digital natives* ». L'usage de Facebook et de Twitter, notamment, s'est alors répandu de façon spectaculaire au sein de multiples groupes – car l'utilisation du Web n'est pas l'apanage de Daech ou d'Al-Qaïda. Une étude de la Brookings Institution parue en mars 2015 estimait à environ 50 000 le nombre de comptes Twitter liés à Daech. Le nombre actuel n'est pas connu du fait de la campagne de suppression massive de comptes engagée par Twitter, qui a déclaré avoir supprimé 125 000 comptes djihadistes entre mi-2015 et le début de l'année 2016. L'écart entre les deux chiffres s'explique par la création de nouveaux comptes, aux noms très proches, dès lors qu'un premier a été supprimé.

La mouvance djihadiste, et en particulier Daech, est extrêmement active sur Internet, où elle parvient à diffuser son idéologie. Le détournement de mots clés – le hashtag #Brazil2014 a ainsi été utilisé par des sympathisants de Daech lors de

la Coupe du monde de football – leur permet de toucher des populations a priori peu intéressées par le djihad ou la guerre en Syrie. Sur les réseaux sociaux, Daech se présente d’abord comme une organisation terroriste (vidéos d’attentats, de décapitations et d’exactions), afin de déployer sa stratégie de la terreur en Occident et ailleurs. Il se présente aussi comme un mouvement insurrectionnel menant une guerre révolutionnaire selon des stratégies qui rappellent les théories maoïstes. Les opérations paramilitaires visant à détruire l’organisation politico-administrative adverse sont ainsi mises en scène dans des vidéos d’embuscades tendues à l’armée syrienne ou irakienne ou d’exécutions ciblées de cadres de l’administration. Enfin, Daech apparaît sur le Web comme un Etat en construction, doté des attributs de la puissance régaliennne et œuvrant au profit des populations vivant sur le territoire du « Califat ». La majorité des vidéos de ce type montre la prise en charge de la construction de routes, le traitement des déchets, la réhabilitation de structures électriques, etc. Qu’il faille ou non qualifier Daech d’Etat islamique », il est certain que sa stratégie médiatique consiste à mettre en avant sa dimension étatique et son contrôle effectif de pans entiers du territoire syro-irakien.

“Daech se présente aussi comme un mouvement menant une guerre révolutionnaire, ce qui rappelle des théories maoïstes.”

Au-delà de sa fonction de propagande, le Web est devenu pour Daech une véritable plateforme incitant les musulmans du monde entier à rejoindre le nouveau « Califat » : ce discours diffusé sur YouTube a largement été

relayé sur les réseaux sociaux. Des soldats de base prennent aussi la parole : dans des vidéos diffusées début 2015, des combattants francophones de Daech relayaient le discours d’Abu Bakr al-Baghdadi et incitaient aussi ceux qui ne pourraient rejoindre le « Califat » à passer à l’acte dans les pays occidentaux. Ces appels sont d’autant plus inquiétants que l’on trouve aussi sur Internet des conseils tactiques, sur le modèle des « encyclopédies du djihad » qui, dès le début des années 2000, fournissaient des renseignements très précis sur différents modes opératoires : manuels de fabrication d’explosifs, vidéos expliquant comment monter et démonter une kalachnikov, instructions pour « customiser » un véhicule afin de tuer un maximum de personnes en fonçant sur la foule, etc.

Financer, mais surtout recruter

Le financement du djihad grâce à Internet est avéré, même s’il peut sembler anecdotique au regard des moyens dont Daech

dispose en Irak et en Syrie. De 2012 au début de l'année 2014, les réseaux sociaux ont parfois été utilisés par des jeunes pour vendre leurs effets personnels et ainsi payer leur billet d'avion vers la Turquie. Des collectes de fonds ont aussi été organisées. Le ministère français de l'Economie et des Finances a par ailleurs signalé de possibles détournements des plateformes de financement collaboratif, ce qui reste à confirmer.

Les modes de recrutement ont sensiblement évolué à partir de 2012-2013: Facebook a alors été utilisé intensivement de manière à toucher des jeunes sensibles aux conflits moyen-orientaux ou intéressés par l'islam. Des jeunes « harponnés » sur Internet ont ainsi basculé en quelques semaines vers une version extrêmement radicale de l'islam. Ce travail s'accompagnait de conseils pratiques visant à faciliter l'arrivée en Syrie ou en Irak: compagnies aériennes à emprunter pour voyager vers la Turquie, lieux où être hébergé à Istanbul, compagnies de bus à utiliser pour descendre vers la frontière turco-syrienne... Aujourd'hui, le recrutement ne s'affiche plus au grand jour comme par le passé. Mais malgré les contre-mesures adoptées depuis 2014 (voir pages 93-97), Internet demeure un des lieux de combat essentiel pour Daech. ♦

Internet comme opérateur de rapprochement

**__ Contribution établie à partir de l'intervention de
Gérald Bronner, sociologue et professeur à l'université
Paris 7-Diderot, Paris**

Du point de vue sociologique, le phénomène de la radicalisation se caractérise par sa grande rareté, ce qui complique beaucoup son interprétation. Cette rareté rend extrêmement difficile la détection des individus radicalisés : ainsi, même si la grille d'évaluation « Aspect » est très pertinente, presque toutes les personnes qu'elle permet de détecter se révéleraient non radicalisées si elles étaient soumises à des tests individuels. Ce phénomène est lié à des raisons statistiques bien connues en médecine.

Pour autant, les individus radicalisés ne sont pas isolés : comme le montrent les travaux de Scott Atran, la radicalisation s'opère « par grappes » : le phénomène s'observe ainsi au sein de groupes d'amis, d'équipes sportives, etc. Sur le modèle des sectes, ces rapprochements d'individus dans le contexte d'un oligopole cognitif – un échange intellectuel qui se développe dans un environnement fermé – favorisent la perméabilité à la radicalisation. Cette stratégie permet de dépasser l'obstacle de la rareté, car il n'est pas aisé de faire adhérer un individu isolé à des croyances spectaculaires. Une étude menée durant un an sur une secte bouddhiste par Gérald Bronner a ainsi permis de montrer les modalités des processus d'adoption et d'adhésion à des croyances, fussent-elles extravagantes. Afin de s'affranchir de l'obstacle de rareté, les Témoins de Jéhovah, par exemple, pratiquent le porte-à-porte : dans ce cas, la rareté est appréhendée du point de vue géographique. La radicalisation en grappes permet quant à elle de toucher un groupe constitué dans lequel les relations de confiance sont déjà instaurées.

Cependant, la dérégulation du marché de l'information dont Internet est le symbole débouche sur une certaine levée de l'obstacle : ce fluidificateur de lien social accroît en effet la probabilité de rencontre des positions mentales rares. L'expérience de Stanley Milgram montre que deux individus inconnus l'un de l'autre, où qu'ils se trouvent dans le monde, ne sont en fait séparés que par six ou sept intermédiaires qui

se connaissent physiquement : mais des études ont montré qu'Internet permettait de réduire ce nombre à 4,3 intermédiaires en lien sur la Toile. Un réseau social tel que Facebook illustre parfaitement cette facilité d'accès aux thèses radicales.

Par ailleurs, le fonctionnement d'Internet produit une démocratie biaisée de l'information. En effet, les propositions dominantes sont défendues sur le Web par les individus les plus motivés et les plus impliqués dans leur promotion. Les personnes les plus radicales – quels que soient les types de positions défendues – se sont donc ainsi emparés d'un espace public délaissé par les autres citoyens. Ainsi, les résultats d'une recherche sur Google conduisent majoritairement vers des sites qui défendent les thèses propres à des croyances soutenues par des groupes d'opinion. Il s'agit d'un puissant levier pour faire adhérer les indécis.

“Les résultats d'une recherche sur Google conduisent majoritairement vers des sites qui défendent les thèses propres à des croyances.”

La structuration de l'information sur Internet influence ainsi considérablement les actes d'adhésion potentiels. Au travers de discours parfaitement construits, la mainmise de certains individus dans cet espace permet la rencontre avec des esprits en quête de réponses identitaires, géopolitiques, etc. Ce phénomène touche particulièrement les jeunes, qui utilisent Internet comme unique source d'information, et qui sont plus persuadés que les autres classes d'âge de la véracité des informations qui s'y trouvent. De plus, la crédibilité d'un message est renforcée par la confiance accordée à son médiateur s'il s'agit d'un « ami » au sens des réseaux sociaux.

Des chercheurs néerlandais ont en outre parfaitement démontré le lien de renforcement mutuel existant entre l'adhésion aux théories du complot et la radicalisation. Dès qu'un individu adhère à une croyance structurée, il devient imperméable à la contre-argumentation. L'enjeu est d'autant plus considérable que les discours conspirationnistes sont extrêmement robustes, ce qui a été constaté après l'attentat qui a visé *Charlie Hebdo* : dès le 7 janvier 2015, plus de 24 arguments en faveur de la théorie du complot sont apparus sur Internet. Leur nombre était déjà de plus d'une centaine le 11 janvier, et d'environ 150 en juillet 2015. Si certains arguments sont totalement farfelus, d'autres peuvent faire leur chemin dans les esprits disposés à les accueillir. Ces millefeuilles argumentatifs provoquent chez les individus qui doutent l'impression qu'une part de vérité est bien présente dans cette accumulation d'informations. La force des théories complotistes repose sur cette réserve

d'arguments : s'il est possible d'en déjouer quelques-uns, des dizaines – voire davantage – ne pourront pas faire l'objet de contre-argumentaires construits à temps. La durée joue ainsi en faveur des conspirationnistes.

Identifier les nœuds d'informations décisifs

Par conséquent, l'existence et le contenu de contre-discours sont primordiaux, mais leur positionnement sur le Web l'est plus encore : identifier les nœuds d'informations décisifs pourrait en effet permettre d'opposer des contre-discours aux individus dont le basculement n'est pas encore définitif et qui restent libres de leurs choix. Une collaboration interdisciplinaire s'impose dès lors dans ce domaine afin de proposer des réponses nouvelles. C'est l'objectif d'une proposition de recherche présentée à l'Agence nationale de la recherche (ANR) par des psychologues, des neuro-psychologues, des sociologues et des anthropologues suisses et français. Par ailleurs, la France s'intéresse également à des recherches s'appuyant sur des modèles statistiques provenant des sciences physiques afin de cribler de manière beaucoup plus significative les informations recueillies sur les individus qui présentent des facteurs de risque. ♦

De l'âme errante à l'âme fanatique

— Contribution établie à partir de l'intervention
du Pr Michel Bénézech, psychiatre, légiste
et criminologue, conseiller scientifique
de la Gendarmerie nationale, Bordeaux

Les sciences humaines, et spécialement la psychologie et la psychiatrie, peuvent-elles aider à comprendre, à prévenir et à soigner les comportements dangereux et/ou criminels liés aux idéologies radicales ? La réponse est incertaine, la revue des études internationales les plus sérieuses ne permettant aucune conclusion définitive globale. Tout dépend de quoi l'on parle : de la prévention, du processus de radicalisation, de l'état mental des intéressés, de leurs typologies, de leurs mobiles, des passages à l'acte homicide et suicidaire ou, enfin, de la prise en charge en milieu libre ou carcéral

des personnes radicalisées ou des terroristes condamnés. Le rôle joué par la situation familiale et socioprofessionnelle, le contexte légal, confessionnel, politique et international compliquent encore l'analyse.

“On ne naît pas plus terroriste que criminel en général, mais il semble que certains facteurs précoces de fragilité psychologique puissent être à l'origine d'une haine de la société.”

On ne naît pas plus terroriste que criminel en général, mais il semble que certains facteurs précoces de fragilité psychologique puissent être à l'origine d'une haine de la société et de la recherche du plaisir et de la puissance par la violence⁵. Ce processus d'identification

durant la petite enfance serait constitué de sentiments de culpabilité avec recherche inconsciente de punition, d'une insécurité narcissique primitive par carence affective, ainsi que d'une absence de structuration éducative. C'est sur cette base défavorable que les processus environnementaux de stigmatisation, d'exclusion et de racisme pourraient se développer le mieux et conduire certains individus à un sentiment de désengagement à l'origine d'un parcours marginal, de la délinquance et/ou d'une idéologie extrémiste par radicalisation ou conversion. La radicalisation et le terrorisme seraient alors un mécanisme de protection passionnelle en réaction à un contentieux de vulnérabilité, de carence identificateur et de souffrance profonde, terreau sensible à la séduction et aux arguments de la propagande médiatique et de l'endoctrinement des recruteurs ou de la cohabitation avec un groupe intégriste.

5. Dans les années 1980, Moïse Addad et Michel Bénézech ont appelé ce fondement psychopathologique de la déviance antisociale le « terrain préparatoire ».

Une réponse à la béance existentielle

Les carences précoces pourraient aussi être en corrélation avec le faible niveau de signification de la vie observable dans la population des délinquants incarcérés. De la même façon, il est possible que l'idéologie radicale, justifiant l'action violente pour atteindre un but gratifiant, permette d'échapper à la pauvreté existentielle des personnes. Dans leur béance existentielle, elles trouveraient enfin une âme qui les comble, fût-elle fanatique !

“Le terroriste relève-t-il de la psychiatrie ? Globalement, la réponse est négative.”

Il a d'ailleurs été observé que les idéologies extrémistes s'ancraient plus facilement chez les adolescents et jeunes adultes traversant une période de crise marquée par un sentiment de déréliction, d'inutilité, de vide : sens de la vie obscur, échec scolaire, conflits intergénérationnels et interculturels, climat d'insécurité ou d'errance, absence d'emploi, valeur sociale insignifiante, déception sentimentale, etc. Il s'agirait ici d'un état émotionnel passager qui lui aussi fragilise, d'un flottement existentiel pouvant survenir aux différentes étapes de la vie. Pour autant, rien ne prouve que ce facteur soit commun à tous les auteurs d'actes terroristes. Radicalisation et lutte armée ne seraient qu'une des solutions choisies pour se valoriser, affirmer sa différence et apporter du pouvoir, du plaisir – contrairement à la grande majorité des individus qui choisissent des solutions légitimes.

À supposer ces théories prouvées, ce sont l'âge, le sexe et les traits de personnalité développés pendant l'enfance et l'adolescence qui orienteraient le candidat radicalisé vers son type d'action terroriste⁶. Le psychopathe délinquant impulsif et autodestructeur deviendrait ainsi un aventurier du devoir et un volontaire de la mort. Ceci le distingue nettement du religieux fondamentaliste qui pratique scrupuleusement ses devoirs sacrés et ne recourt jamais à la violence pour imposer ses conceptions.

Le terroriste relève-t-il de la psychiatrie ? Globalement, la réponse est négative. Les recherches scientifiques concluent à la quasi-unanimité que les troubles mentaux diagnostiqués sont variés et pas plus fréquents que dans la population en général. Brent Turvey, après d'autres, rappelle l'hétérogénéité des profils psychologiques rencontrés et l'absence de perturbation psychiatrique majeure chez la plupart des auteurs d'actes terroristes. Les terroristes apparaissent cependant marqués par un engagement spirituel puissant que l'on rencontre aussi dans l'état amoureux, l'enthousiasme militant, le goût de l'aventure extrême, etc. La majorité des auteurs concluent

6. Les profils établis par Dounia Bouzar et Christophe Caupenne à propos du terrorisme militarisé actuel trouvent ici leur place.

que le terrorisme n'est pas une déviance psychologique et comportementale pathologique.

De même, des facteurs tels que l'isolement, la pauvreté, le conflit identitaire, l'oppression politique, la religion ou la carence scolaire ne sont pas reconnus par les spécialistes en tant que racines du terrorisme. Sur 608 jeunes musulmans d'origine pakistanaise et bangladaise vivant en Angleterre, Kamaldeep Bhui et ses collaborateurs ont observé que la plupart des quelque 3 % d'entre eux qui sont attirés par le djihad sont relativement aisés et éduqués, mais que leur réseau social est limité et qu'ils présentent des tendances dépressives. Hélène Bazex et Jean-Yves Mensat, après l'expertise de douze hommes djihadistes français incarcérés, repèrent trois profils : le « délinquant ambitieux », pour qui la religion n'est qu'un prétexte ; le « converti prêcheur », à la problématique autopunitive et sacrificielle par culpabilité morbide ; le « criminel en réseau », dont la personnalité se caractérise par

des tendances interprétatives, des traits paranoïaques et une attitude sociale très adaptée, ce type de leader maîtrisant parfaitement le fonctionnement d'une organisation criminelle étant le plus dangereux.

“Le crime « fou » ne renvoie pas forcément à un malade mental grave et le crime préparé n'exclut pas obligatoirement un trouble psychiatrique sévère chez celui qui l'a perpétré.”

Si le gros du contingent ne se distingue pas spécialement du point de vue psychiatrique, ses deux extrêmes posent question. D'un côté, les dirigeants d'organisations sectaires, dictateurs et leaders intégristes sont généralement considérés comme

des idéalistes passionnés mégalomaniques et délirants politico-mystiques entrant dans le cadre de la paranoïa, parfois de la schizophrénie. De l'autre, les vrais « loups solitaires » paraissent connaître une morbidité mentale variée et élevée (de 22 % à 61 % de ces auteurs d'attentats, selon les études), ne présentent pas toujours un mobile évident ; un nombre important (40 % selon Herman Deparice-Okomba) ne porte « aucune idéologie précise », leur parcours initiatique ayant pu être très court (Emily Corner et Paul Gill). Il y aurait parmi eux une majorité de schizophrènes délirants, comme dans le cas du norvégien Anders Breivik. Du point de vue psychiatrique, l'état mental du terroriste ou du radicalisé va ainsi de la quasi-normalité à la psychopathologie plus ou moins sévère. Par conséquent, on ne saurait confondre la folie d'un crime hors du commun – un attentat terroriste, par exemple – avec la folie de son ou de ses auteurs. Le crime « fou » ne renvoie pas forcément à un malade mental grave et le crime préparé n'exclut pas obligatoirement un trouble psychiatrique sévère chez celui qui l'a perpétré. L'évaluation du degré de

“Les fanatiques religieux ou politiques et les paranoïaques partagent rigidité des schémas mentaux, distorsions cognitives et pensées automatiques.”

responsabilité pénale des terroristes doit donc être effectuée au cas par cas.

Pour autant, les liens classiques entre idéologie radicale et système de pensée paranoïaque existent. Selon Francisco Alonso-Fernández, le combattant intégriste est caractérisé par l'absolutisme des idées, la passion totale, la possession de la « Vérité », la vengeance contre les opposants, l'absence de culpabilité et le narcissisme. Ces traits de personnalité se retrouvent dans la pathologie paranoïaque et il n'est pas toujours aisé de distinguer le terroriste « normal » du vrai paranoïaque passionnel (Marina Litinetskaia et Julien-Daniel Guelfi). Quoi qu'il en soit, les fanatiques religieux ou politiques et les paranoïaques partagent rigidité des schémas mentaux, distorsions cognitives et pensées automatiques : idée fixe, supériorité, certitude d'avoir raison, méfiance, distorsion de la réalité, vécu de persécution, prosélytisme, absence d'autocritique.

Ces femmes qui choisissent Daech

En France comme ailleurs, le nombre de femmes rejoignant Daech a rapidement augmenté au cours des années récentes. Elles représentent en 2016 environ un huitième des recrutements opérés par Daech en France, et au moins 10 % des départs depuis le Royaume-Uni ou le Danemark. L'âge moyen des femmes recrutées est en baisse, et celles-ci représenteraient la plus grande partie des mineurs radicalisés. Cette adhésion concerne notamment de jeunes filles à qui il est proposé de fonder une famille après s'être mariées à des djihadistes. Il arrive aussi que des familles entières rejoignent la Syrie.

Les motivations des femmes sont semblables à celles des hommes. Leur choix est guerrier, ou du moins militant, même si la perspective de s'exposer au feu n'est pas majoritaire : ces femmes estiment pouvoir jouer un rôle de soutien en tant qu'épouses et mères, notamment en donnant naissance à de futurs combattants. Elles peuvent aussi soigner les blessés ou récolter des fonds. Ces femmes, qui ne sont pas toujours d'origine musulmane, réagissent face à des sociétés occidentales dans lesquelles le lien familial se distend et où elles jugent le corps des femmes sursexualisé. Leurs valeurs morales et religieuses sont ainsi les mêmes que celles mises en avant par les hommes. Si certaines, déjà mariées, quittent l'Occident en

adhérant au combat de leur époux, de nombreuses femmes mariées en Occident ont ainsi tout quitté pour rejoindre la Syrie, où elles se sont remariées.

Daech a lancé en 2015 une propagande ciblant spécifiquement les femmes. Très récemment, l'organisation a mis en place une unité de combat féminine, ce qui représente paradoxalement une proposition d'émancipation. Comme le Hamas, l'organisation pourrait ainsi miser sur un préjugé favorable aux femmes, qui leur permet d'atteindre plus aisément certaines cibles en déjouant la vigilance des services de sécurité. Une unité policière 100 % féminine existe par ailleurs sur le territoire contrôlé par Daech. Il convient d'être particulièrement attentif à ces évolutions, l'implication des femmes dans les mouvements politiques étant souvent le signe d'une adhésion renforcée et de l'atteinte d'une certaine maturité des structures aptes à les accueillir. Du point de vue politique, une partie de la réponse consiste donc à apporter aux potentielles candidates de réelles perspectives d'insertion dans les pays occidentaux.

Le processus de radicalisation a fait l'objet d'études approfondies sur le recrutement et l'endoctrinement au sein de structures organisationnelles ou par Internet⁷. Les mécanismes psychologiques utilisés dans le conditionnement consistent d'abord à survaloriser le futur adepte en proposant des réponses simples à son questionnement existentiel, en lui proposant le bonheur et le fait de devenir quelqu'un pour une « cause juste ». Le groupe radical tente ensuite d'anesthésier son esprit critique et sa personnalité en changeant ses habitudes et en l'épuisant par des activités incessantes (démarchage, méditation, prière, etc.). Les différentes étapes de la radicalisation ont été comparées par Fathali Moghaddam à l'ascension d'un escalier de cinq étages se rétrécissant jusqu'à l'action terroriste. Le leader de la cellule exerce une forte autorité et exige conformité et obéissance. Il observe l'évolution du candidat et l'aide à s'élever en modifiant ses attitudes mentales et son comportement par de multiples moyens. En haut de la pyramide du modèle terroriste de Clark McCauley, le sujet, parti de la base, doit être persuadé que la destruction de l'ennemi est légitime, que c'est en définitive la seule option valable. C'est l'engagement passif ou actif dans la violence. Ces processus sont renforcés et soutenus par l'utilisation de la psychologie des foules, qui, de façon bien documentée, estompe les différences de personnalité et l'esprit critique, quels que soient la classe sociale d'origine, le niveau d'éducation et de culture.

7. Voir notamment Fathali Moghaddam, Clark R. McCauley, Arie W. Kruglanski, Martha Crenshaw, Marc Sageman.

8. Les situations individuelles peuvent être signalées aux cellules départementales de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes. Après évaluation, elles feront si besoin l'objet d'un signalement à l'autorité judiciaire (articles L. 226-2-2, R. 226-2-2 et L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles).

L'action de long terme des professionnels de la santé

Dans ce contexte, le rôle des professionnels de la santé doit s'exercer prioritairement dans le domaine de la prévention à long terme du risque violent. La protection médico-sociale de l'enfance contre les perturbations sérieuses des relations parents-enfants est le premier et vraisemblablement le meilleur moyen de préparer le jeune à la vie et d'éviter ultérieurement un processus de radicalisation. Témoins de signes de vulnérabilité, de sensibilité au discours intégriste ou de l'incapacité à se faire des amis, à débattre d'idées et à gérer les difficultés sans intimidation ni violence, les personnes soumises au secret professionnel peuvent partager ces informations afin de mettre en œuvre, le cas échéant, les actions de protection et d'aide⁸. En matière de prévention à plus court terme, le professionnel de la santé mentale doit apporter son soutien technique : conseil, dépistage précoce, évaluation clinique et médico-légale et, si nécessaire, prise en charge thérapeutique. L'ensemble de ces activités médico-psychologiques d'hygiène mentale ou de soins doit être organisé en collaboration étroite avec les services compétents de l'Etat.

S'évader de son insignifiance, découvrir la lumière de la révélation, passer d'un statut de spectateur impuissant à celui d'un acteur redouté, trouver un sens à son existence, obtenir une identité et un statut reconnus, devenir digne, se faire valoir sur les réseaux sociaux, militer, prendre du plaisir, posséder la vérité, sacrifier sa vie en martyr, gagner la gloire, l'immortalité terrestre ou le paradis est la solution d'une montée en puissance proposée aux âmes errantes par les idéologies extrémistes. La quête de sens, la gratification par le pouvoir donné par le groupe fonctionnent depuis toujours dans la légalité ou le crime selon les époques, les cultures et les situations. Se radicaliser, faire peur, terroriser le grand public est la plus facile, la plus fascinante, la plus exaltante, la plus jouissive et malheureusement la plus tragique des tentatives d'héroïsation que quelques-uns adoptent faute d'intégration morale dans la collectivité. Pour autant, ces causes psychosociales favorisantes ou déterminantes ne justifient en rien la violence criminelle, qui doit être combattue sans faiblesse ni répit.

Voici quelques brèves réflexions sur l'apport des sciences humaines à la compréhension et à la prévention des comportements extrémistes, de l'âme errante à l'âme fanatique. Une grande enquête nationale pluridisciplinaire reste à conduire en France pour recueillir de façon robuste les données socio-éducatives et psychocriminologiques concernant les personnes radicalisées signalées aux services chargés de la

8. Les situations individuelles peuvent être signalées aux cellules départementales de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes. Après évaluation, elles feront si besoin l'objet d'un signalement à l'autorité judiciaire (articles L. 226-2-2, R. 226-2-2 et L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles).

sécurité publique ou placées sous main de justice après des infractions terroristes ou non. Enfin, la vérité est-elle chez le « fou de Dieu » qui combat ou chez le sage épicurien ? Est-elle dans la certitude absolue du mystique ou dans le désespoir de Lucrèce ? Est-elle dans la démesure ou dans la norme ? Ce n'est point l'interrogation majeure du psychiatre, du psychologue ou du travailleur social : tous ignorent où se trouve la vérité, et ils ne la cherchent pas, car ils ne peuvent pas la diagnostiquer et la prendre en charge. Leur seul critère professionnel est la prévention, l'évaluation et le soin de la souffrance psychique. Ils traitent l'ennemi comme l'ami, le criminel comme le juste, le bourreau comme la victime. C'est la grandeur et l'honneur de leurs métiers. ♦

La radicalisation comme symptôme

**— Contribution établie à partir de l'intervention
du Pr Fethi Benslama, directeur de l'UFR d'études
psychanalytiques de l'université Paris 7-Diderot, Paris**

Les recherches du Pr Fethi Benslama sur la dimension subjective de la radicalisation reposent sur son expérience clinique et sur ses recherches sur la crise de l'islam contemporain, qui est marqué depuis un siècle par des guerres, mais aussi par un conflit interne généralement peu abordé. Cette approche subjective s'appuie par définition sur la relation aux sujets et s'intéresse aux processus internes qui conditionnent la radicalisation.

S'il est très pertinent de faire dialoguer les approches fondées sur la subjectivité avec les explications d'ordre social apportées par la sociologie, la science politique et la géopolitique, il faut garder à l'esprit que la notion de radicalisation n'est ni explicative, ni diagnostique, ni prescriptive, mais uniquement descriptive – tout comme les notions de délinquance, de toxicomanie, qui nous aident à appréhender certains phénomènes. Ainsi, le « Tableau des indicateurs du basculement »⁹ retient une centaine de signes de la radicalisation et décrit de façon sémiologique les expressions et manifestations d'un trouble. Ce n'est que dans un second temps que ces signes permettent d'évaluer les risques rapportés à un sujet individuel. Le signe devient dès lors un symptôme spécifique à tel ou tel sujet. Les professionnels de la psychopathologie peuvent alors intervenir pour comprendre son parcours et l'interroger, ainsi que sa famille, afin de commencer à évaluer réellement les risques. Cette précision est très importante pour éviter de signaler des individus à tort.

Le recours à l'idéal comme processus ambivalent

De ce point de vue, l'analyse de la notion de radicalisation peut être abordée sous l'angle du symptôme. Les études de cas montrent que les deux tiers des 9 000 personnes signalées par les proches comme radicalisées sont âgées de 15 à 25 ans. Cette donnée primordiale pointe le fait que la majorité de cette population se situe dans la période de transition subjective, juvénile, de l'adolescence ou de la post-adolescence.

9. Ce tableau est accessible sur le site Internet du CIPDR.

Or l'époque actuelle est marquée dans le monde entier par la prolongation de l'âge de l'adolescence. Cette transition subjective est caractérisée par l'idéalité, qui remanie l'identité de la personne majeure et embrasse tous les aspects de sa vie. Cette idéalité est ambivalente: elle comprend un versant constructif, puisque l'idéal aide le sujet à se construire, mais son autre versant est potentiellement excessif et destructeur.

Le XX^e siècle a fourni de nombreux exemples d'idéaux destructeurs. Cette dynamique est actuellement à l'œuvre dans le monde musulman, dont les civilisations connaissent des transformations majeures: les idéaux religieux permettent dans ce contexte de supporter cette transition, mais sont aussi porteurs de destruction. L'emballlement des idéaux religieux a été étudié en utilisant le concept de niche écologique: Ian Hacking décrit ainsi l'apparition de troubles psychologiques et sociaux qui s'amplifient avant de disparaître, lorsque le milieu a cessé de leur être adéquat. En tant que symptôme, il est donc envisageable que la radicalisation disparaisse un jour. Mais dans l'intervalle, ces types

de symptômes collectent les négativités et la radicalisation religieuse capte tous les aspects négatifs des sociétés actuelles – au premier rang desquels la haine et l'absence de sens.

“La radicalisation procure une forme de guérison et d'apaisement, un enracinement. Il faut garder à l'esprit cette dernière notion.”

L'adolescence est ce moment particulier de fascination pour cette dimension négative. L'adolescent doit en effet abandonner les idéaux de l'enfance, au cours d'un processus de désidéalisation et de réidéalisation. Son

mal-être profond cherche un exutoire afin de s'élever dans une forme d'exaltation, d'enthousiasme – l'étymologie de ce dernier mot signifiant d'ailleurs « avoir le dieu en soi ». Entre dépression et exaltation, ce basculement est le passage obligé de la transition subjective. Parallèlement, des bouleversements de l'identité englobent tous les aspects de la vie: le rapport à l'autre, la frontière entre la vie et la mort et entre le monde et l'autre monde. La radicalisation apparaît alors comme une épreuve par laquelle le sujet désire se rapprocher sa propre personne, donc comme une solution.

La radicalisation est souvent rapprochée de l'extrémisme. Pourtant, le terme tire son origine de la « racine ». Au début des années 1990, le Pr Fethi Benslama travaillait en Seine-Saint-Denis: ces phénomènes étaient alors décrits en termes de fanatisme ou d'intégrisme. Les personnes en rupture rencontrées à cette époque cessaient de vivre dans un état d'errance lorsqu'elles se radicalisaient. La radicalisation procure une forme de guérison et d'apaisement – un enracinement.

Il faut garder à l'esprit cette dernière notion, qui décrit bien l'état d'une importante population. Au-delà de l'immigration, le déracinement touche le milieu, l'habitat, la culture, l'intégration sociale, l'emploi. Les adolescents sont confrontés à ces difficultés multiples et à l'errance : dans ce contexte, la radicalisation est donc pour les sujets une recherche de racines dans une croyance, un remède, en somme. La dimension thérapeutique de la religion et du salut ne doit jamais être oubliée. Cette guérison suppose cependant l'abandon de la singularité et des angoisses de l'individu au profit d'un élan créateur. C'est pourquoi la notion de déradicalisation doit être proscrite, car elle implique le déracinement de personnes qui ont trouvé un sens à leur vie. Le CIPDR n'utilise d'ailleurs plus ce terme : les intervenants évoquent plutôt les notions

Radicalité et islam : une relation complexe

Dans son ouvrage *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques* (Denoël, 2009 ; rééd. PUF, 2016), Gérald Bronner montre quels sont les invariants de la radicalisation – que celle-ci soit adoptée au nom de l'extrême gauche, de l'extrême droite, de l'islam, etc. Il n'existe pas a priori de lien entre islam et radicalité, mais il y a en France un débat pour savoir si l'on assiste actuellement à une radicalisation de l'islam ou à une islamisation de la radicalité. Pour Gérald Bronner, les invariants de la radicalisation ne caractérisent pas spécifiquement la radicalisation islamiste, mais ils peuvent être observés au sein des opinions publiques musulmanes. Ce point a été repéré au travers d'enquêtes d'opinion, dont celles de Ronald Inglehart. Ainsi, les dix premiers pays classés comme intolérants du point de vue religieux sont des pays musulmans. Et lorsqu'il s'agit de faire le choix entre une position scientifique et une position religieuse pour valider un point de vue, ce sont à nouveau dix pays musulmans qui optent de façon la plus préférentielle pour le second type de position. Une enquête menée en France par Sébastien Roché auprès de lycéens et de collégiens montre que des arguments religieux sont invoqués pour juger de la validité de la théorie de l'évolution.

Ceci étant, le rapport Athena « Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent », remis en mars 2016 par Alain Fuchs, président du CNRS, montre que la radicalisation n'est pas propre à l'islam : celle-ci est en effet observée

dans d'autres contextes. Ce rapport éclaire bien les différentes formes que peut prendre la radicalisation qui, en France, couvre un spectre allant des indépendantistes basques, bretons ou corses jusqu'aux islamistes. Selon le Pr Fethi Benslama, la prépondérance actuelle de la radicalisation islamiste et les récents attentats perpétrés en France obligent néanmoins à considérer cette menace en priorité.

de reconstruction des individus et de rattachement de leur singularité perdue.

Face à des jeunes en difficulté, il est essentiel de saisir qu'il n'existe pas de demande de radicalisation. L'offre crée la demande. La radicalisation islamiste a ainsi créé une offre puissante relayée par Internet, qui est avant tout un outil colossal de rapprochement, même si l'offre classique proposée autour des mosquées ou au contact des prédicateurs subsiste. Cette offre possède une très forte puissance de pénétration, car elle intervient à la période charnière de la transition subjective.

Les leviers multiples de l'offre de radicalisation

L'offre de radicalisation repose essentiellement sur six opérateurs. L'argument de la justice identitaire repose sur l'idée d'un idéal islamique blessé, proposition étant faite à l'individu de le réparer. Selon cette théorie, le monde musulman a été humilié au cours de l'histoire, ce qui touche le cœur des failles

identitaires des jeunes et cristallise des ressentiments vécus : les frères Kouachi désiraient ainsi « venger le Prophète ». La réalité comprend pourtant des guerres contre le monde musulman, mais aussi une guerre civile qui, au sein d'un même monde, oppose les tenants du « Califat » et les partisans des Etats-nations.

Le deuxième opérateur est celui de la « dignification » à travers l'accès à la toute-puissance proposé à des jeunes qui se considèrent comme des sous-citoyens. Ils peuvent alors réparer le préjudice subi et devenir des élus en mission : ainsi, un père a témoigné que son fils lui dictait sa conduite en matière de religion. Bien que ce concept reste insuffisamment étudié, il est possible d'évoquer une sorte d'« inceste Dieu-homme » dès lors qu'un individu se perçoit comme l'incarnation de son dieu.

“Face à des jeunes en difficulté, il est essentiel de saisir qu'il n'existe pas de demande de radicalisation : l'offre crée la demande.”

Le troisième opérateur est le repentir ou la purification. La revendication des attentats du 13 novembre 2015 repose sur l'idée de la purification. Cette dimension est forte, car elle concerne souvent des sujets coupables et/ou des délinquants, qui recyclent ainsi leur culpabilité et justifient leur délinquance par une loi supérieure.

Le quatrième opérateur est celui de la restauration du sujet de la communauté contre le sujet de la société. Dénués de la capacité à appréhender les codes de celle-ci, certains jeunes sont prêts à y renoncer pour se tourner vers la promesse d'un groupe structuré et structurant.

Le cinquième opérateur est l'effacement des limites entre la vie et la mort : les prédicateurs s'appuient ainsi sur les fantasmes inconscients très présents chez les adolescents à un moment où ils sont très perméables à des expériences extrêmes, et parviennent à les persuader de l'existence d'un passage entre la vie et la mort dont ils seront acteurs.

Enfin, l'offre de radicalisation propose un achèvement du sens – le jugement dernier, en quelque sorte. Les jeunes se perçoivent alors comme des guerriers qui mettent fin à l'errance du sens.

En conclusion, il est possible de formuler l'hypothèse que cette offre de radicalisation vise à créer la figure du « surmusulman » débarrassé du processus d'apprentissage, puisque tout-puissant. Ce point explique l'extrême rapidité du basculement chez certains jeunes radicalisés. L'islamisme promeut cette idée depuis près d'un siècle et trouve aujourd'hui un terrain fertile à sa propagation. Il faut donc étudier les lignes de fracture qui traversent le cœur d'un monde musulman menacé par ses « surmusulmans ». ♦

La phase critique de l'adolescence

— **Contribution établie à partir de l'intervention du Dr Serge Hefez, psychiatre, psychanalyste, thérapeute familial, service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris**

L'expertise du Dr Serge Hefez en matière de radicalisation est assez récente, mais il est tout à fait légitime de la relier au travail qu'il mène depuis trente ans autour des familles et des problématiques de l'adolescence, qui prend aujourd'hui place à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris).

Il a été assez surprenant de constater que les difficultés traversées par les familles que le Centre de prévention, de déradicalisation et de suivi individuel (CPDSI) adresse au service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière n'étaient pas très spécifiques. Bien souvent, les jeunes qui traversent des crises d'adolescence aiguës mettent leur corps en pâture, plongent dans l'anorexie, la toxicomanie ou les phobies scolaires, pratiquent des scarifications, effectuent des tentatives de suicide, etc. Ces psychopathologies parfois extrêmement morbides et spectaculaires de l'adolescence comprennent toujours une grande violence. Cependant, l'ampleur de ces crises ne permet généralement pas de saisir quelles sont à proprement parler les psychopathologies dont souffrent ces adolescents – y compris pour les cas spectaculaires rencontrés par le CPDSI.

“L'adolescence est ce processus douloureux de séparation d'avec le milieu familial. Cette séparation peut prendre des allures de rupture ou des configurations extrêmement violentes.”

L'unité de thérapie familiale du service de thérapie psychiatrique de l'adolescent à la Salpêtrière (Paris) est habilitée à recevoir les familles qui le sollicitent, ceci via le numéro vert 0800 005 696 ou directement à la demande de la préfecture de Paris. Le

travail mené avec les familles n'est pas un travail d'anamnèse auprès de parents qui se trouvent plongés dans la plainte. Il consiste à s'appuyer sur la mobilisation des familles pour faire évoluer un adolescent qui, a priori, ne demande rien et qui, de plus, ne souhaite pas se mobiliser. Il s'agit donc de savoir utiliser cette mobilisation familiale comme un tremplin pour amener l'adolescent à participer à un processus thérapeutique.

L'adolescence comme processus de quête

Fethi Benslama a donné ci-avant (voir pages 38-42) des pistes pour comprendre en quoi consiste la crise d'adolescence. L'adolescence est un processus relativement nouveau dans la société contemporaine. Elle s'étire de façon interminable dans le temps, de la préadolescence (7-8 ans) jusqu'à la post-adolescence. Ce stade est le passage de l'état de membre de la communauté à l'état de sujet social capable de trouver en lui-même les conditions de sa propre liberté, de sa propre autonomie, de son propre désir. L'adolescent doit choisir ses appartenances et ne se définit plus par ses appartenances précédentes. Cette transformation, qui n'est plus accompagnée de rituels d'adolescence sociaux intégrateurs, rend cette période compliquée pour un grand nombre d'adolescents. Libres et prométhéens, ils sont aujourd'hui sommés d'inventer eux-mêmes leurs rites de passage. La violence adolescente, si elle n'est pas canalisée, peut trouver des moyens dérégulés de résolution de cette crise et de gestion de l'angoisse provoquée par la montée du désir sexuel et des questionnements identitaires. Ces voies de résolution dérégulées s'illustrent par exemple pour la période des années 1950 par le film *La fureur de vivre*, de Nicholas Ray. Comme d'autres œuvres, il montre la manière dont les jeunes s'en remettent à ce moment à

leur destin, donc à une puissance extérieure, à travers des comportements ordaliques. Le sujet met sa vie en danger et c'est quelqu'un d'autre, ou un coup de poker, qui déterminera son existence. Ce comportement est caractéristique de la quête adolescente.

"Dans certains cas, des processus empêchent le développement de l'adolescent dans le cadre d'une harmonie entre ce qu'il va chercher à l'extérieur et ce qu'il trouve à l'intérieur de la famille."

La crise que traversent aujourd'hui tous les adolescents représente une remise en question très profonde et bouleversante de leur identité. C'est un maelström émotionnel, une mue, une métamorphose. Le corps se trans-

forme, l'adolescent est assailli par un très grand nombre de sensations nouvelles, par une sexualité naissante dont il ne sait pas très bien quoi faire et qu'il ne sait pas très bien nommer. Il est traversé par une quête de sens : qui suis-je ? ; où vais-je ? ; que vais-je devenir ? ; comment fabriquer mon identité ? Il est aussi fortement traversé par la douleur de la future séparation d'avec ce qui est jusqu'alors son milieu protecteur. L'adolescence est ce processus douloureux de séparation d'avec le milieu familial. Cette séparation peut prendre des allures de rupture ou des configurations extrêmement violentes contre les parents et/ou contre l'entourage. Si ce processus de séparation ne peut advenir, il peut se retourner contre l'adolescent lui-même.

La famille est la première secte à laquelle chacun est confronté. Certaines familles fonctionnent sur un mode plus ou moins sectaire, en mettant en œuvre des processus de clôture par rapport à leur entourage et à leur environnement. Dans certaines d'entre elles, la croyance aux valeurs familiales devient une véritable conviction qui prend le pas sur les convictions de la société dans laquelle la famille s'inscrit. Au sein de ces familles, des processus très particuliers empêchent le développement psychique de l'adolescent dans le cadre d'une harmonie entre ce qu'il va chercher à l'extérieur et ce qu'il trouve à l'intérieur de la famille. Ces processus sont des processus d'emprise.

Le constat issu du travail mené avec des jeunes radicalisés rencontrés depuis 2014 par le service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière est la récurrence de ce facteur d'emprise dans leurs familles. Pour s'en sortir, la seule voie que l'adolescent peut trouver – hors les voies de la violence contre lui-même – est paradoxalement le fait de choisir une autre emprise, encore plus forte, qui lui permettra de sortir du carcan familial. Certaines familles savent contenir la violence et ces passages d'adolescence, permettant à la séparation de se dérouler comme un processus continu, une lente transition vers l'âge adulte, avec ses crises et ses attermoissements. Pour d'autres familles, ce passage est beaucoup plus difficile en raison de l'emprise pesant sur leurs membres et du caractère délétère du processus de transmission, ceci en raison de traumatismes, de deuils impossibles ou de ruptures relationnelles. Chaque membre est alors emprisonné en tant qu'individu nécessaire à la survie de la famille. Les processus d'emprise deviennent réciproques entre enfants et parents : sortir de ces familles représente un arrachement.

Ces phénomènes sont très présents dans les familles de jeunes radicalisés. L'unité de thérapie familiale a été créée au début des années 1990 en réaction au phénomène qui touchait un nombre considérable de jeunes en région parisienne : la prise d'héroïne et la dépendance qui s'ensuivait. Toutes proportions gardées, la comparaison entre l'emprise de la drogue et l'emprise du djihad est pertinente. Les jeunes toxicomanes venaient de milieux multiples ; d'origines géographiques, ethniques et sociales variées, leurs parcours étaient différents, mais tous se retrouvaient sous la bannière de la dépendance à l'héroïne et du risque carcéral. L'addiction de ces jeunes abrasait leurs différences de départ et les rendait identiques. On constate chez les jeunes qui passent par les recruteurs, le discours sectaire et les suborneurs djihadistes cette même dangerosité, la perte de la capacité

d'empathie et certains processus de déshumanisation. Ce n'est pas l'unicité d'un profil d'origine qui est en cause, mais le partage d'un profil unique après le passage à la moulinette djihadiste.

Permettre le choix d'autres solutions par l'adolescent

Ces jeunes, pour lesquels la question de la paranoïa se pose, tant ils sont entrés dans des convictions inébranlables et des discours délirants, sont confrontés aux processus antérieurs d'emprise quand ils sont replongés dans leur milieu familial dont il leur est difficile de s'extraire. Les psychothérapeutes travaillent alors sur ces processus d'emprise, sans désigner ni coupable ni responsable, mais en dénouant les intrications pulsionnelles auxquelles chaque membre de la famille participe. Ce travail est long : en donnant la parole à chaque membre du groupe familial élargi, il amène à analyser la façon dont les adolescents ont été pris et sont toujours pris dans les réseaux des relations familiales auxquelles ils tentent d'échapper par la radicalisation. Il faut alors travailler, par exemple, sur des situations telles que celles d'un adolescent coincé entre un père paranoïaque et une mère perverse représentants de deux lignées qui se confrontent à travers lui. La solution passe alors par la prise de conscience progressive du rôle du jeune dans l'imbroglio familial et par la capacité de l'adolescent à la verbaliser, donc à acquérir une place de sujet qui retrouve une sensibilité et qui devient apte à inventer d'autres solutions que la radicalisation. ♦

Facteurs collectifs et dynamiques individuelles

— **Contribution établie à partir de l'intervention de Magnus Ranstorp, directeur de recherche au Centre d'études de la menace asymétrique du Collège de défense suédois, Stockholm**

Mené en collaboration avec ses partenaires de l'Union européenne, le travail du Collège de défense suédois consiste à étudier des pistes de réflexion face à un défi qui réside dans la multitude des éléments à l'œuvre dans les motivations individuelles des terroristes¹⁰. En février 2015, Omar El-Hussein a commis deux attentats à Copenhague, lors d'une conférence à laquelle participait l'ambassadeur de France, puis dans une synagogue. El-Hussein venait de sortir de prison et son profil se rapproche du banditisme. Les attaques ont été planifiées en quelques jours seulement et leur auteur a revendiqué la première sur Facebook avant de passer à la seconde. Ce cas de figure oblige à repenser les modèles d'étude du Conseil de défense suédois, et ce, d'autant plus que les funérailles de ce terroriste ont rassemblé près de 700 personnes.

Un adversaire doté d'une stratégie très précise

Jusqu'à une période récente, le fait de rejoindre les rangs d'Al-Qaïda au Pakistan n'impliquait pas le retour en Occident, alors que Daech y renvoie ses combattants étrangers après les avoir formés. Internet participe en plein à sa stratégie. Ainsi, son site Al-Hayat a publié 710 vidéos, 1787 reportages photographiques et 14 000 photographies en 2015. Daech produit aussi des publications ciblées traduites en huit langues et adaptées à la culture des publics visés, sa maîtrise du cryptage lui permettant d'en assurer la diffusion.

L'étude des réseaux djihadistes conduit aussi à s'intéresser à leur financement et à l'organisation très efficace qui utilise la fraude financière pour alimenter les caisses de Daech. A cet égard, l'exemple de la fraude à la TVA dans les pays nordiques plaide en faveur du renforcement du contrôle des flux financiers, ainsi que de certaines fraudes à l'assurance. En outre, le système de *crowdfunding* est parfaitement maîtrisé par certains djihadistes.

10. Magnus Ranstorp a aussi participé à l'élaboration du Plan d'action de Copenhague contre l'extrémisme violent.

L'étude de la radicalisation amène à analyser des visions binaires du monde, mais aussi certaines théories du complot. Les facteurs sociaux s'y greffent ensuite : discrimination, faible mobilité sociale, délinquance, chômage. Les données dont dispose la Suède sur ses citoyens partis rejoindre Daech dessinent le portrait d'une population défavorisée persuadée que l'Occident est en guerre contre l'islam. Les conflits passés et présents nourrissent cette idée, tout comme les polémiques liées aux caricatures de Mahomet. Il faut aussi prendre en compte les dimensions idéologiques et religieuses, ainsi que les questions d'identité culturelle, de marginalisation et de solidarité entre musulmans. Les traumatismes psychologiques représentent quant à eux un facteur déclencheur et sont souvent provoqués par des rapports familiaux conflictuels.

Additionnés, ces facteurs ne conduisent pas systématiquement à la radicalisation, mais ils en constituent néanmoins des marqueurs. Les dynamiques de groupe autour de chefs charismatiques et les séjours en prison sont aussi des moteurs du basculement. Il faut y ajouter le fort rôle des réseaux sociaux, qui permettent de constituer des groupes virtuels très soudés idéologiquement. L'imbrication des facteurs collectifs et des dynamiques individuelles complique ainsi les tentatives d'explication des trajectoires des individus radicalisés.

"L'imbrication des facteurs collectifs et des dynamiques individuelles complique les tentatives d'explication des trajectoires des individus radicalisés."

La difficulté rencontrée aujourd'hui en Suède réside dans le dosage de la prévention et de la répression. Les mesures douces sont les plus délicates à mettre en œuvre, car il est difficile de former les intervenants de terrain. L'aide aux familles est difficile à cibler et rencontre souvent des obstacles législatifs. Il convient d'agir au sein des villes et des quartiers où sont constatées des dérives sectaires, mais la compréhension des phénomènes en cause reste limitée et les plans d'action doivent être mieux définis.

La coopération verticale et horizontale entre agences doit être renforcée afin d'identifier plus précisément les parcours individuels de radicalisation. En Suède, cette coopération est d'abord nationale, mais elle met aussi en relation les agences locales et, finalement, la police de proximité. La nomination d'un coordinateur permettrait d'améliorer cette organisation. Il faut aussi impliquer la société civile et le milieu associatif une fois identifiés les interlocuteurs de confiance. Dans tous les cas, la question de la confiance est cruciale, par exemple pour la sélection des aumôniers musulmans des prisons.

Impliquer l'ensemble des acteurs du tissu social

L'exemple danois est très instructif, car il implique fortement les associations du secteur du logement : ces acteurs du lien social créent en effet des dynamiques très efficaces. La structure multiagences danoise permet une collaboration très structurée, à l'image du projet Channel en Grande-Bretagne, de l'Uclat en France, ou de la coopération à l'œuvre entre écoles, services sociaux et police en Scandinavie.

Face à la multitude des discours qui alimentent le sentiment de marginalisation et les revendications idéologiques et religieuses sur les réseaux sociaux, l'élaboration d'un contre-discours ne peut être efficace que si elle prend en compte l'ensemble de ces dimensions. Ce travail de démystification du discours radicalisant revient à la société civile et à l'école. Il est donc indispensable de penser très précisément le contenu et le fonctionnement des outils qui seront remis aux acteurs de la société civile afin que les messages soient pleinement opérationnels.

C'est pourquoi le réseau RAN se compose en Suède de neuf groupes de travail, qui rassemblent plus de 2 000 intervenants. Ces groupes transdisciplinaires produisent des manuels qui reflètent le travail accompli. Les forces de police disposent de leurs propres groupes de travail, comme les services de santé, les services sociaux et les associations familiales, et le travail doit aussi porter sur les prisons.

La Suède collabore déjà avec la France, mais elle souhaite obtenir la collaboration d'autres pays à ce réseau des réseaux antidjihadistes. Compte tenu du travail accompli, elle peut néanmoins désormais fournir des réponses globales à mettre en œuvre à l'échelle locale. ♦

Détecter et prévenir

Face à la radicalisation, l'approche sécuritaire est indispensable, mais l'essentiel du travail doit être mené en amont. La lutte préventive s'organise d'abord en s'opposant à la propagande sur Internet, comme le met en œuvre le Royaume-Uni. La sensibilisation se développe par ailleurs à l'école, mais aussi auprès des travailleurs sociaux et des médecins. La formation des acteurs de terrain porte de plus en plus sur la détection et le signalement des situations à risque par l'entourage. Parce que maintenir les liens que Daech souhaite briser est le préalable à toute action de réinsertion, l'Allemagne s'appuie systématiquement sur les proches. Le Québec a créé un centre qui articule sensibilisation du grand public et suivi des familles en difficulté. La France, qui a mis en place le numéro vert 0800 005 696 et le site Stop-djihadisme, est très attentive à la situation en prison. Elle mobilise aussi ses politiques de la ville, de la famille, de l'enfance et des droits des femmes.

Allier signalement et repérage

— Contribution établie à partir de l'intervention
de Loïc Garnier, directeur de l'Unité de coordination
de la lutte antiterroriste (Uclat), Paris

Le traitement du péril terroriste par les autorités publiques françaises s'appuie avant tout sur un diagnostic précis, la précipitation de nombreux pays s'étant soldée par l'échec de leurs politiques. Sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, l'Etat a pris des initiatives fortes dès le printemps 2014. L'Uclat dépend du directeur général de la Police nationale et travaille en lien avec plusieurs organismes interministériels, notamment avec le Service d'information du gouvernement. En février 2014, la France s'est dotée d'un plan national de lutte contre la radicalisation qui comprend quatre objectifs majeurs et 24 mesures organisationnelles, législatives et réglementaires. La participation de l'Uclat

s'est notamment traduite par la création d'un département de lutte contre la radicalisation et de prévention, mais aussi par celle d'un département de formation et de contre-discours, dont le rôle est appelé à s'affirmer, et par des partenariats internationaux et interministériels.

“La radicalisation peut être détectée par un changement brutal d'apparence, mais elle peut aussi être dissimulée, au gré des stratégies individuelles.”

Le département de lutte contre la radicalisation répond en particulier à la demande de Bernard Cazeneuve qui, en 2014, a souhaité la création d'une plateforme téléphonique

dédiée. Les familles confrontées à la radicalisation ne disposaient jusqu'alors d'aucun interlocuteur, hormis dans les gendarmeries et les commissariats. Ce département a été créé en une journée et sa structuration est aujourd'hui cohérente. Il faudra évidemment l'adapter aux changements observés, notamment à l'augmentation inquiétante des données à traiter. Il s'organise autour du numéro vert 0800 005 696, qui est désormais devenu une référence et dont la promotion a été activement soutenue par le CIPDR.

La mission du secrétariat général du département de lutte contre la radicalisation et de prévention consiste à analyser les cas et à concevoir les actions à mener : c'est pourquoi une psychologue clinicienne l'a rejoint pour répondre à la détresse des familles et pallier le manque d'outils de la police dans

“L’objectif est de parvenir à une structure et à une stratégie communes nationales d’accompagnement des familles et de développer un réseau de psychologues.”

ce domaine. L’arrivée d’une directrice de l’administration pénitentiaire permet d’apporter un regard spécifique sur le monde de la prison. Une unité chargée de la police administrative a aussi été créée afin d’appliquer les mesures inscrites dans la loi du 19 novembre 2014¹¹, qui ne se veulent pas répressives, mais qui visent à empêcher les départs.

Le département comptait 25 personnes en avril 2016. Le cœur du Centre national d’assistance et de prévention de la radicalisation est la plateforme téléphonique (voir encadré ci-dessous). Une grille de lecture de la radicalisation nommée « Aspect » (pour « Apparence, stratégie, profil, environnement, comportement, théorie et discours ») s’est peu à peu dessinée, et permet de prioriser les signalements. La radicalisation peut ainsi être détectée par un changement brutal d’apparence physique et vesti-

Le numéro vert 0800 005 696 : premier bilan

La création, en avril 2014, de la plateforme téléphonique du Centre national d’assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) via le numéro vert 0800 005 696 a été très rapide. Elle s’est appuyée au départ sur l’expérience de deux réservistes professionnels capables d’écouter et de réconforter, mais aussi de se renseigner pour définir la solution la plus adaptée. Quatorze réservistes y étaient impliqués en avril 2016. Ces personnes – anciens policiers, dont certains issus du monde du renseignement – connaissent déjà ce domaine d’intervention et disposent de l’expérience nécessaire pour le recueil et le traitement de l’information. Elles reçoivent de plus une formation approfondie en interne.

Lorsqu’un signalement est effectué, le réserviste établit une fiche, qui est validée dans un deuxième temps par une plateforme dédiée en fonction d’une grille d’analyse spécifique. La fiche est ensuite transmise aux services compétents et à la préfecture dont dépend la personne signalée. Cette procédure permet d’établir un premier filtre sécuritaire en recoupant des informations sur la dangerosité de certains individus. Les fiches sont enfin transmises aux services pénitentiaires s’il s’agit de détenus en voie de libération.

La plateforme n’a pas été initialement conçue pour répondre aux situations d’urgence, mais elle le permet, comme l’illustre le cas d’une femme retenue prisonnière à Gaziantep (Turquie)

11. Interdiction de sortie du territoire, interdiction administrative du territoire, extension du gel des avoirs, rétention des passeports, assignation à résidence.

qui a pu être libérée en quelques heures, ou celui d'une jeune fille arrêtée au seuil d'un avion pour la Turquie. La plateforme est accessible du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures. Il est aussi possible de remplir 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 un formulaire sur le site Internet du ministère de l'Intérieur, ou encore de se rendre dans les gendarmeries et les commissariats de police. Le signalement peut également être effectué en appelant le 17, dont les opérateurs feront remonter l'information à la plateforme. Les urgences de nuit sont donc traitées à la même vitesse qu'en journée : c'est pourquoi l'accessibilité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 de la plateforme d'appel et du numéro vert n'est pas nécessaire, sauf situation de crise. Dans tous les cas, le département de lutte contre la radicalisation de l'Uclat agit ainsi le plus rapidement possible en concertation avec les autres services.

Le grand nombre de signalements obtenu a conduit à la création d'une base de données validée par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) et par le Conseil d'Etat, ce qui permet de participer au travail scientifique. En avril 2016, l'Uclat avait recensé 13 000 personnes nommément connues et repérées effectivement comme radicalisées, dont 2 000 ne se trouvaient vraisemblablement plus en France. Sur ces 13 000 signalements, 8 500 proviennent du numéro vert et de la plateforme nationale et ont été apportés par des voisins, des proches ou la famille. Selon Patrick Amoyel, président de l'association Entr'Autres, la radicalisation ou la djihadisation de ces personnes n'est pas toujours effective. Les 4 500 autres personnes, plus radicalisées, sont répertoriées directement par les services de police et de renseignement. Le pourcentage des convertis, des femmes ou des jeunes varie selon ces deux sources et il reste difficile de synthétiser ces chiffres pour obtenir des profils cohérents.

	Plateforme nationale numéro vert	Services de police et de renseignement
Convertis	40 %	15 %
Femmes	35 à 40 %	Nombre faible
Moins de 20 ans	20 à 25 %	Nombre très faible
Plus de 20 ans	80 %	≈ 80 %

mentaire, mais elle peut aussi être dissimulée aux regards selon les stratégies individuelles adoptées : chez les mineurs, bien souvent, les familles ne perçoivent pas les changements. L'usage des réseaux sociaux est prépondérant, ce champ de recherche devant être étudié plus précisément. Les profils sont marqués par des éléments récurrents : antécédents judiciaires, situations familiales complexes, voire parcours psychiatriques. L'environnement est souvent composé de familles mono-

parentales ou de milieux socioculturels fragilisés, mais non systématiquement défavorisés. Le comportement inclut des pratiques rituelles obsessionnelles et une rupture avec l'environnement habituel, y compris avec la famille. Les discours tenus relèvent souvent d'une forme de « syndrome du perroquet », selon lequel l'individu ressasse les mêmes concepts : théorie du complot, antisémitisme, haine de la République, sentiment d'appartenir à un groupe d'élus, etc.

La deuxième composante du département est le secrétariat général de l'état-major national. Sa mission consiste tout d'abord à prendre en compte l'ensemble des signalements transmis par les états-majors locaux de sécurité¹², puis à établir des études statistiques et des notes d'information à destination du ministère de l'Intérieur. Le département repose de plus sur l'unité chargée de la coordination de la police administrative, afin d'assurer le lien entre les services concernés et les ministères compétents. Le respect de l'Etat de droit impose de travailler aux côtés de la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur, et les mesures de police administrative sont soumises au contrôle du tribunal administratif afin de garantir les libertés fondamentales. L'objectif est de parvenir à une structure et à une stratégie communes nationales d'accompagnement des familles et de développer un réseau de psychologues. Le département de lutte contre la radicalisation agit ainsi à travers ses missions pour répondre aux situations vécues par les familles et les acteurs de terrain, tout en contribuant à l'information de l'Etat et en participant à la définition de ses politiques. ♦

12. Les états-majors locaux de sécurité dépendent des préfectures et se composent des cellules d'évaluation et des cellules de suivi.

Les axes de l'action préventive britannique

— **Contribution établie à partir de l'intervention de Matt Collins, directeur du Bureau de sécurité du contre-terrorisme, Londres**

La démarche du Royaume-Uni face à la radicalisation repose depuis 2006 sur quatre axes : *pursuit* (actions de police), *prevent* (prévention de la radicalisation), *protect* (renforcement de la protection contre les attaques terroristes), *prepare* (se préparer pour réagir si nécessaire). La stratégie de prévention date de 2007, a été actualisée en 2011 et se concentre à présent sur l'extrémisme violent et le prosélytisme, ceci alors que Daech représente une menace très différente de celle d'Al-Qaïda.

La stratégie de prévention britannique a été conçue pour répondre à tout type de menaces, et non uniquement à l'islamisme, même s'il représente une bonne part des risques. Le Royaume-Uni dénombre près de 850 personnes qui ont rejoint la Syrie et l'Irak depuis le déclenchement du conflit. Leur profil a évolué : les convois humanitaires ont d'abord été remplacés par de jeunes hommes, et l'on assiste à présent au départ de familles entières et de femmes, l'âge moyen des partants étant en baisse. La moitié de ces personnes reviennent ensuite sur le sol britannique et près de 10 % meurent à l'étranger. La majorité de ces individus étaient en lien avec des personnes déjà installées en Syrie ou en Irak.

Depuis 2011, la stratégie de prévention considère qu'il faut contrer l'idéologie déployée à l'aide des contre-discours, d'une communication efficace et de l'interdiction de certaines sources d'information. Par ailleurs, un soutien est apporté aux personnes susceptibles de se radicaliser en intervenant dans leur environnement, ceci à partir d'un modèle type du profil des individus radicalisés et des facteurs déclencheurs – même si les parcours sont multiples. Pour autant, le repérage de ces facteurs désormais bien connus ne signifie pas le déclenchement systématique de la radicalisation.

Allumer des contre-feux sur Internet

Pour agir préventivement, il faut donc allumer des contre-feux afin de combattre l'idéologie diffusée en continu sur les

réseaux sociaux. En 2015, la Brookings Institution a recensé 46 000 comptes Twitter actifs en termes de soutien à Daech, sans compter les blogs et autres messageries. Réduire au silence cette communication implique d'empêcher l'accès à ces sites: c'est l'objectif de la Counter Terrorism Internet Referral Unit (CTIRU) créée en partenariat avec la police. Celle-ci travaille en collaboration avec les fournisseurs d'accès à Internet pour bloquer l'accès à des sites radicaux en moins de 48 heures dans 90 % des cas: depuis février 2010, l'accès à 160 000 supports de communication a été coupé, la collaboration avec l'Internet Referral Unit de l'Union européenne s'étant révélée fructueuse.

Bloquer les accès aux sites et aux réseaux sociaux djihadistes est un travail incessant et ne représente qu'une partie de la solution. Au-delà, l'implication des associations, des organisations caritatives et de la société civile est indispensable dans l'élaboration de messages à opposer à la propagande de Daech. Les vidéos conçues par le Bureau de sécurité du contre-terrorisme ont été vues par plus de 15 millions de personnes au Royaume-Uni, soit plus du double des messages de propagande. Une autre campagne a été intitulée « Families matter » (« Les familles, ça compte ») afin de dissuader les départs: la vidéo a été vue 276 000 fois sur YouTube et likée 21 000 fois sur Facebook. Il est ainsi possible d'expliquer quelle est la réalité d'un voyage en Syrie, tout en sensibilisant le grand public sur la politique étrangère du Royaume-Uni et sur l'aide apportée aux populations dans les zones de guerre: ceci permet de montrer que le

Royaume-Uni n'est pas en guerre contre les pays arabes, contrairement à ce qu'affirme Daech. Cette démarche gagnerait en efficacité si les fournisseurs d'accès à Internet se joignaient davantage à ces efforts – bien que Google finance des créateurs de contenus de contre-propagande.

“Les personnes sont accompagnées par un parrain ou une marraine afin d'installer un climat de confiance favorable au dialogue.”

Dans un troisième temps, il faut agir pour protéger les personnes vulnérables, ce qui suppose de les isoler des sources de danger

potentielles. Le terme de vulnérabilité fait désormais partie du vocabulaire de la lutte antiterroriste et antiradicalisation, et reflète une volonté de normalisation de l'approche adoptée, qui se veut semblable à celle des travailleurs sociaux et des enseignants. Dans plusieurs cas, l'approche retenue par le programme Channel a permis de protéger des enfants qui avaient été manipulés. De la même façon, le programme allemand Exit prend en compte 22 facteurs de risque de basculement qui sont évalués pour déterminer le niveau

de radicalisation, avant que soit défini un plan d'action qui peut apporter une formation ou une aide matérielle. Les personnes sont accompagnées par un parrain ou une marraine afin d'installer un climat de confiance favorable au dialogue idéologique et théologique. Depuis avril 2012, près de 4 000 personnes ont ainsi bénéficié de ce programme, qui a atteint son but dans 90 % des cas.

“Dans le cadre scolaire, des invités interviennent dans les classes, pour agir en amont des situations à risque, et des formations ont été apportées aux plus de 450 000 enseignants impliqués.”

Enfin, la loi adoptée pour contrer la menace implique tous les services publics dans la lutte contre la radicalisation à travers le programme « Prevent Duty ». Dans le cadre scolaire, le Bureau de sécurité du contre-terrorisme est responsable de la protection des élèves et du développement de leur esprit critique : c'est pourquoi des invités interviennent dans les

classes, pour agir en amont des situations à risque. Des formations de qualité ont aussi été systématiquement apportées aux plus de 450 000 enseignants impliqués : ils peuvent utiliser l'e-learning, ce qui permet de réagir de façon adéquate et rapide. Toutes ces mesures sont portées par le travail essentiel effectué au cœur des quartiers grâce au financement d'associations et à la collaboration avec les familles, au travers de plus de 130 projets qui impliquent 25 000 personnes. Une association de Birmingham centrée au départ sur la toxicomanie et l'alcoolisme a ainsi intégré la lutte contre la radicalisation à son programme : son travail a empêché le départ d'un groupe de jeunes. Cet exemple montre que la prévention est efficace, ce dont sont persuadés les responsables britanniques. ♦

La politique proactive du Canada

— Contribution établie à partir de l'intervention de Herman Deparice-Okomba, directeur du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence et chercheur associé au Centre international de criminologie comparée, Montréal

Le Québec a subi en 2014 deux attentats à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Ottawa, et il assiste à une vague de départs vers la Syrie. Le Canada a voté des lois jusqu'alors inimaginables, dont la loi C-51, qui criminalise depuis mai 2015 l'intention de rejoindre la Syrie. Pourtant, alors que 80 % des ressources policières y sont consacrées, la réponse sécuritaire est en pratique très peu efficace. En

“Alors que 80 % des ressources policières y sont consacrées, la réponse sécuritaire est en pratique très peu efficace.”

parallèle, le modèle de prévention adopté au niveau national a porté ses fruits en matière de criminalité. Le taux de criminalité du Québec est le plus bas d'Amérique du Nord et la prévention fait partie des composantes culturelles canadiennes. Alors que l'intégration est un enjeu fort dans un pays multiculturel tel que le Canada, le modèle de la prévention commence à intéresser les responsables politiques dans la lutte contre la radicalisation, l'islamophobie et l'antisémitisme. Cette démarche proactive, qui a donné lieu à un plan d'action gouvernemental, se fonde sur la recherche de solutions non pénales et sur ses mécanismes de résilience individuels et collectifs.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a ainsi été fondé en 2015 à Montréal à l'initiative de la police après une étude comparative des pratiques internationales. Il regroupe quinze personnes et est indépendant vis-à-vis des autorités politiques, de la police et des services de renseignement, en particulier afin de pouvoir rassurer les familles en toute confidentialité. Le CPRMV part du principe que la police, lors de ses interventions, n'est pas en mesure de détecter la radicalisation. Les seules personnes aptes à le faire sont les parents, les travailleurs sociaux ou les médecins, c'est-à-dire les personnes au contact des individus potentiellement radicalisés. C'est pourquoi 70 % des activités du centre sont orientées vers la sensibilisation, la formation et le développement des compétences et des outils préventifs.

Par ailleurs, le module de recherche part du terrain et retourne vers l'action. Il découle de l'approche préventive et multisectorielle, qui mobilise l'ensemble des acteurs de la société – réseaux associatifs, écoles, médecins, etc. Le champ de cette recherche est transversal et porte sur l'ensemble des radicalismes, ce qui permet d'éviter la stigmatisation de telle ou telle communauté¹³. Ce choix stratégique découle du travail accompli auprès des communautés qui ont été consultées lors de la création du centre. L'approche adoptée tend à appréhender le problème sous l'angle de la situation individuelle et du comportement : le fait d'être musulman importe donc moins que le comportement d'un individu. L'expérience prouve en effet que l'application de grilles de profilage relativement basiques telles que le port de la barbe et d'une djellaba, l'alimentation hallal, etc. est beaucoup trop simpliste.

Une évaluation indépendante de celle de la police

Le CPRMV dispose d'une ligne d'écoute et d'assistance qui a recueilli en un an près de 750 appels de personnes qui ont préféré le contacter plutôt que de s'adresser à la police ; 147 d'entre elles étaient en demande d'assistance face à une situation de radicalisation, 50 bénéficient actuellement d'un suivi psychosocial et 12 cas ont été transférés à la police. Il faut bien différencier l'évaluation du risque pour la sécurité nationale effectuée par la police de l'évaluation de la dangerosité pratiquée par le CPRMV. La combinaison de ces deux évaluations peut conduire à faire appel à la police en cas de nécessité, même si cette décision est lourde de conséquences pour l'individu incriminé. Si la menace est dissipée, le cas est de nouveau confié au centre. Son dispositif recueille les appels, les cas étant ensuite analysés par ses spécialistes. En l'absence de dangerosité, une prise en charge sociale utilisant toutes les ressources prévues par le plan gouvernemental – en termes de santé, d'emploi, etc. – est mise en œuvre. Les juges ont aussi la possibilité d'astreindre les individus à un suivi psychosocial au CPRMV en tant qu'alternative à l'emprisonnement. La libération des personnes incarcérées est aussi conditionnée à un suivi de réinsertion auprès du centre.

¹³. Au Québec, environ 30 % de la criminalité sont le fait de l'extrême droite et de l'extrême gauche, alors que 15 % sont liés à la religion, dont 10 % à l'islam. 60 % des appels reçus par le CPRMV se rapportent néanmoins à l'islam.

La prévention doit tout d'abord être conduite à travers des actions à destination des jeunes et des écoles, mais aussi via de la médiation, qui permet de recréer des liens lorsque des ruptures sont constatées. Le CPRMV propose aussi des actions de sensibilisation du grand public et de formation des intervenants de première ligne : policiers, professeurs ou proviseurs. Il

“L'intervention psychosociale représente 20 % de l'activité du CPRMV, car une prévention efficace réduit la nécessité de prises en charge ultérieures.”

développe par ailleurs des outils de détection précoce tels que le baromètre des comportements à observer, qui possède une véritable utilité pour le grand public. L'intervention psychosociale représente 20 % de l'activité du centre et part du principe qu'une prévention efficace réduit la nécessité de prises en charge ultérieures. La grille d'évaluation des situations de

radicalisation utilisée permet d'individualiser les réponses dans la plus grande confidentialité: il s'agit ainsi de mettre en place une sorte de filet social autour de l'individu afin de prévenir toute tentative de départ.

Il faut insister sur la notion de réinsertion en lieu et place de celle de déradicalisation, car l'être humain n'est pas une machine que l'on peut déprogrammer. Le CPRMV a pour objectif de protéger le public, de diminuer le risque de récidive et, surtout, de faciliter la réinsertion des individus. Il est aussi un interlocuteur privilégié des tribunaux. Le dispositif québécois est en passe de s'étendre à l'ensemble du Canada, grâce à l'ouverture de six autres centres de prévention, et il a inspiré la création de centres comparables en Belgique et en France, à Bordeaux. Les Nations unies et le réseau francophone utilisent désormais ses outils. ♦

Allemagne: soutenir les liens familiaux

— Contribution établie à partir de l'intervention de Daniel Koehler, directeur du German Institute on Radicalization and De-radicalization Studies, Stuttgart

Daniel Koehler travaille depuis 2014 sur un programme qui repose sur le rôle que jouent les familles et les amis dans le processus de radicalisation, et a ainsi accompagné plus de 150 familles en tout dans le monde. En effet, la prise de contact avec le monde de la radicalité passe souvent par un membre de l'entourage proche ; et dans 70 % des cas, les familles de terroristes solitaires sont au courant de leurs projets. Les études internationales montrent que la démarche de réhabilitation commence par le désengagement, ce qui se traduit par un accompagnement des groupes. Puis vient une étape idéologique, qui tente de comprendre les parcours et d'identifier les facteurs de radicalisation propres à chaque personne. La troisième étape est celle de l'affectivité et de l'action sur la famille. La démarche qui prévaut aujourd'hui recourt à un traitement individualisé, mais il ne faut pas négliger l'environnement, la famille, les amis et tous ceux qui participent à la radicalisation, activement ou passivement. Ils doivent être intégrés au processus d'intervention.

“Le départ d'un individu ne doit pas interrompre le processus de conseil et de soutien aux familles, car il est possible de les aider à convaincre leur enfant de revenir.”

De nombreux exemples mettent notamment en évidence le rôle de la mère pour la prévention. Ainsi, le fait qu'une mère corrige un fils de 16 ans qui a participé à une bagarre peut stopper le processus de développement de la violence. Le verset du Coran qui dit « *le paradis est sous le pied de votre mère* » traduit assez

bien leur importance : c'est pourquoi les manuels d'endoctrinement de Daech visent à détruire l'image de la famille biologique. Il faut donc développer des programmes de conseils spécialisés dans le cadre des stratégies de contre-terrorisme.

Maintenir le lien même après le départ au Proche-Orient

La prévention se doit d'agir à tous les niveaux – de celui de la société à l'action auprès de l'individu – et doit être combinée à la répression pour définir des plans d'action ciblés et

complémentaires. Il faut bien différencier les programmes de réhabilitation individualisés de ceux qui sont destinés aux familles, et fournir aux réseaux qui entourent les personnes qui se radicalisent – famille, amis, enseignants – les bons outils pour intervenir. Plusieurs des programmes publics ou de la société civile qui ciblent leur action sur les familles visent à empêcher le départ des individus vers la Syrie ou l'Irak, et à comprendre le sens de leur quête. Pour autant, le départ d'un individu ne doit pas interrompre le processus de conseil et de soutien aux familles, car il est possible de les aider à convaincre leur enfant de revenir ou de ne pas participer à une lutte armée. Par ailleurs, depuis 2011, près de 350 personnes sur 1 000 sont rentrées en Allemagne : ces retours doivent être cadrés par des familles et par des enseignants capables de gérer un stress post-traumatique, le cas échéant avec l'aide d'un psychologue.

"Mothers for life regroupe dans onze pays des mères de combattants décédés qui peuvent créer des liens avec des familles qui se défient des autorités."

Le programme allemand peut faire appel aux familles pour recueillir des informations sur un mode différent et plus léger que ne le font les services de renseignement. Cela permet souvent de comprendre beaucoup plus rapidement l'organisation des réseaux,

les techniques de recrutement et les matériels utilisés. Les familles apprennent de plus à construire un contre-discours. Pour cela, il faut leur proposer des programmes spécifiques, mais il semble qu'il faille diversifier les canaux de contact grâce à l'intermédiaire de la société civile, car l'expérience montre que certaines familles ne veulent pas avoir affaire à des interlocuteurs policiers. Le German Institute on Radicalization and De-radicalization Studies fournit ainsi des outils aux familles afin qu'elles puissent appréhender le processus de radicalisation, et organise leur soutien social et psychologique grâce à des conseillers qui interviennent en amont d'un éventuel départ, ceci afin de proposer des alternatives porteuses de changement. En parallèle, l'analyse du risque est maintenue et déclenche si nécessaire l'intervention des autorités, qui prennent le relais lorsque l'activité tombe dans l'illégalité, mais toujours en coordination avec les conseillers et les réseaux de soutien. En effet, l'approche sécuritaire peut avoir des conséquences destructrices pour les familles et les communautés. Le conseiller doit donc pouvoir expliquer aux familles les raisons d'une arrestation qui pourra intervenir à leur domicile et maintenir une confiance primordiale entre les deux parties.

En cas de départ au Proche-Orient, le lien émotionnel ne doit pas être interrompu avec les familles, car elles constituent

un précieux soutien lorsqu'un combattant rentre après avoir pris conscience de la réalité en Syrie ou en Irak. Ce retour est encadré par les services de sécurité qui analysent le risque potentiel. Cet accompagnement du retour évite que les individus se retrouvent isolés et qu'ils se rapprochent de leur réseau radical. Un débat oppose actuellement les partisans des politiques favorisant le retour et ceux qui s'y opposent. Dans certains pays, les familles sont même aidées à se rendre en Irak pour rencontrer leurs enfants et les convaincre de rejoindre leur ambassade, tandis que d'autres Etats estiment que les combattants qui souhaitent rentrer doivent se débrouiller.

Enfin, la prévention axée sur la famille peut aussi prendre la forme de réseaux tels que Mothers for life, qui regroupe des mères de combattants décédés et qui est présent dans onze pays. Ces mères interviennent dans les écoles et les universités, et auprès de travailleurs sociaux, et peuvent créer des liens avec des familles qui ne font pas confiance aux autorités. En 2015, Mothers for life a diffusé des messages sur des réseaux sociaux, ce à quoi Daech a réagi sous trois heures. La formation des conseillers familiaux doit être spécifique et s'appuyer notamment sur la sociologie, la psychologie et le droit. Pour le moment, les programmes de formation apportés à travers le monde sont incohérents et les Etats-Unis, notamment, ne croient pas en l'intérêt d'interventions en amont. La formation apporte une bonne connaissance de l'idéologie djihadiste, de la dynamique de radicalisation, de la coopération avec les autorités, des risques et des outils disponibles. ♦

France: prévenir la contagion en prison

Contribution établie à partir de l'intervention de Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et directeur du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques, Paris

Jusqu'en 2013-2014, les personnes incarcérées pour association de malfaiteurs en vue d'une action terroriste provenaient dans leur immense majorité des cités et de quartiers ghettoïsés. Leur niveau d'éducation comme socio-économique était relativement bas, et ils se sentaient rejetés. Souvent d'origine immigrée, ces jeunes s'identifient à une version radicale de l'islam au motif que la société les stigmatiserait. Ce processus de victimisation repose pour partie sur un rejet réel, mais aussi sur un imaginaire obsidional qui consiste à croire que toutes les portes leur sont fermées et que la société tout entière les refuse.

A partir de 2013, le profil des personnes incarcérées pour des faits en lien avec le terrorisme a évolué. Le nombre de personnes issues des classes moyennes impliquées dans la djihadisation progresse sensiblement, ainsi que celui des individus mêlés au grand banditisme. Environ 200 jeunes de retour de Syrie sont actuellement emprisonnés en France, et il semble qu'une partie d'entre eux ne soit pas originaire des banlieues. La proportion des mineurs de moins de 17 ans est aussi devenue relativement importante, et des femmes et jeunes filles sont désormais incarcérées. A partir de 2014, la prison de Fresnes a choisi d'isoler les détenus condamnés pour association de malfaiteurs en vue d'une action terroriste. L'expérimentation a été étendue à d'autres établissements pénitentiaires.

Radicalisés introvertis et extravertis

Ces évolutions multiples compliquent la recherche des moyens de lutte contre le phénomène terroriste et auront des conséquences difficilement prévisibles en prison. Lors de travaux sur la radicalisation en prison¹⁴, Farhad Khosrokhavar a distingué deux modèles. Le premier, dit extraverti, fait converger l'hyperfondamentalisme islamique et la radicalisation. Ces détenus se laissaient pousser la barbe, tentaient de défendre une vision prosélyte de leur religion, devenaient extrême-

14. Farhad Khosrokhavar, *L'islam dans les prisons*, Balland, 2004.

ment agressifs vis-à-vis des surveillants, voire de l'imam. Très perceptible entre 2000 et 2005, ce modèle est devenu marginal, sans pour autant disparaître. Ainsi, Mehdi Nemmouche lançait des prières collectives sauvages et était totalement irrespectueux de l'imam de sa prison. A l'inverse, le modèle introverti repose sur une dissimulation totale : toute attitude (prosélytisme, irrespect des règles carcérales, etc.) susceptible d'indiquer la radicalisation est évitée. Ce modèle est devenu dominant, à l'exemple d'Amedy Coulibaly, de Mohammed Merah ou des frères Kouachi. Ces détenus ne forment que de tout petits groupes et s'attaquent aux individus fragiles – un tiers des détenus présentent des troubles psychologiques – susceptibles de succomber plus facilement à leur message. Ce dernier modèle vise à échapper à la vigilance des surveillants, qui sont, du reste, écrasés par une charge de travail énorme et chroniquement en sous-effectif.

“Il faudrait pouvoir identifier et séparer les différents profils de personnes djihadisées de retour de Syrie.”

Par ailleurs, il est vraisemblable que de nouvelles formes de radicalisation émergeront du fait de la concentration des détenus radicalisés dans des espaces séparés. Si leur influence sur

les détenus les plus fragiles est ainsi sapée, de nouveaux problèmes pourraient surgir, notamment en raison de la diversité des profils des personnes incarcérées à leur retour de Syrie. Les radicalisés endurcis, tout d'abord, présentent une déshumanisation totale de l'autre, un refus de toute altérité et sont tout à fait capables de donner et de recevoir la mort au nom de leur foi. Il est impossible de les contraindre (ou même de les encourager) à faire évoluer leur vision du monde. Cette catégorie est celle qui pose le plus problème. Les « incertains » estiment quant à eux pouvoir être djihadistes sans pour autant recourir à la violence dont ils ont été témoins, et parfois les auteurs, en Syrie, et peuvent s'endurcir au contact des individus les plus assurés. Des individus traumatisés sont aussi présents en prison, puisque l'exposition à la violence extrême de la guerre en Syrie a pu causer des traumatismes profonds : une fois de retour en France, ils peuvent alors s'engager dans la violence en raison de leurs troubles psychiques. Après leur expérience syrienne, les repentis, certes minoritaires, en sont quant à eux venus à penser que la guerre n'est pas une réponse à leur volonté de justice. Une partie d'entre eux continue de défendre l'idéologie djihadiste tout en rejetant désormais la violence, et d'autres rejettent même leur idéologie passée. Les traumatisés, les incertains et les repentis doivent impérativement être séparés des endurcis. Alors que les endurcis se côtoient en prison, il faudrait donc pouvoir identifier et séparer ces différents profils de personnes djihadisées de retour de Syrie.

“Devenus incontournables en prison, les groupes salafistes rejettent tout contact avec une société jugée impie, mais ils ne défendent pas pour autant l'idée d'une rupture violente.”

Le salafisme est devenu un phénomène incontournable en prison. Dans ces établissements, les groupes salafistes piétistes – sectaires et fondamentalistes – rejettent tout contact avec une société jugée impie, mais ne défendent pas pour autant l'idée d'une rupture violente. Remettant en cause la sécularisation de la société, leurs adeptes s'enferment dans une sorte de huis clos et construisent des formes de contestation souvent en rupture avec les règlements internes. S'ils sont minoritaires,

ces groupes disposent d'un fort capital symbolique. Ils jouent le rôle de mauvaise conscience des autres musulmans, leur laissant entendre qu'ils ne sont pas d'authentiques croyants et qu'ils devraient revenir au bercail. Les relations entre ces groupes et les autres détenus sont ambivalentes, mêlant culpabilisation, contre-culpabilisation, rejet, mais aussi protection vis-à-vis des autres détenus.

Ces trajectoires complexes attirent à juste titre l'attention des autorités carcérales. Pour autant, il n'existe aucune preuve empirique permettant d'affirmer que l'hyperfondamentalisme salafiste ait donné naissance à des formes de radicalisation. Aussi, une focalisation excessive sur le salafisme peut détourner l'attention des détenus vraiment radicalisés. Pour que ces derniers n'échappent pas à la surveillance, des groupes professionnels spécialisés, ne s'occupant que de ce phénomène en lien direct avec les surveillants, devraient être mis en place. ♦

Les expérimentations dans le monde pénitentiaire

En France, des mesures sont prises pour que les prisonniers qualifiés de « radicalisés » ou de « terroristes » soient placés dans des espaces séparés de ceux où vivent les autres détenus. Comme dans d'autres pays, notamment européens, plusieurs mesures spécifiques sont actuellement expérimentées.

Deux grands types d'expérimentations sont conduits dans les établissements pénitentiaires. Les prisonniers radicalisés peuvent être isolés et rassemblés dans un seul lieu pour éviter la propagation des thèses radicales aux autres prisonniers, ou au contraire mêlés aux autres détenus. La question centrale consiste à savoir s'il est positif de mettre en contact des prisonniers radicalisés qui n'ont commis que des délits avec des prisonniers qui ont déjà perpétré des actes violents. Pour mettre ces mesures en œuvre, il faut cependant savoir évaluer les degrés de radicalisa-

tion. Les acteurs du monde pénitentiaire ont encore beaucoup à apprendre pour déterminer quelle personne doit être isolée des autres, et il faut donc demeurer prudent. En pratique, les prosélytes ne sont pas aisés à identifier, ce qui est pourtant indispensable pour les éloigner des autres détenus. C'est pourquoi les agents de l'administration pénitentiaire française suivent des formations qui leur permettent, en dehors des signes les plus évidents, de repérer les prosélytes dissimulateurs.

L'administration pénitentiaire mène donc un important travail pour prendre en compte les conséquences possibles des interactions entre détenus. Elle dispose notamment de cinq unités dédiées à la mise à l'écart de certains d'entre eux. Ces unités n'ont pas vocation à accueillir les détenus pour faits de terrorisme sur le long terme. Deux d'entre elles sont affectées à l'évaluation de détenus identifiés comme présentant des risques, qui y passent huit semaines : il s'agit alors de détecter le cas échéant des situations d'extrémisme violent grâce à des outils spécifiques construits en prenant appui sur la littérature internationale. L'évaluation porte sur leurs parcours, sur leurs niveaux d'embrigadement et sur la pertinence d'une éventuelle prise en charge ultérieure. Certains détenus rejoignent ensuite les unités dédiées à cette prise en charge : ils y participent à des programmes d'une durée de six mois, qui visent à enclencher un début de changement.

Ancrer la République dans tous les territoires

**— Contribution établie à partir de l'intervention
d'Hélène Geoffroy, secrétaire d'Etat chargée de la Ville
auprès du ministre de la Ville, de la Jeunesse
et des Sports, Paris**

Le secrétariat d'Etat chargé de la Ville travaille à l'intention des quartiers populaires français, qui connaissent les plus grands problèmes de précarité et, parfois, de radicalisation. Il faut d'abord comprendre ce phénomène de la radicalisation et, pour cela, associer les chercheurs et les acteurs de terrain – travailleurs sociaux, éducateurs, psychologues, etc. – qui sont confrontés à ces situations : la recherche et l'observation doivent en effet nourrir l'action, et réciproquement. Cette réflexion sur la politique de prévention doit être pluridisciplinaire et internationale. Elle implique d'ores et déjà l'Union européenne afin de comprendre des processus complexes face auxquels des parents désarmés et des élus locaux se trouvent en première ligne : tous doivent y être étroitement associés.

La radicalisation prend des formes nouvelles et une ampleur importante, notamment en raison du conflit syrien. On assiste à la fois à une certaine individualisation du processus et à une extension de la cible des jeunes concernés, ce qui nécessite de s'intéresser à l'environnement des personnes en voie de radicalisation. Le parcours des jeunes qui basculent dans le terrorisme est souvent marqué par des relations familiales compliquées, par l'échec scolaire, par des actes de délinquance et parfois, aussi, par le passage en prison.

Des quartiers populaires qui secrètent leurs anticorps

Il n'existe pas au sens strict de profil type, mais un certain nombre de jeunes en quête de sens peuvent devenir des proies pour des personnes identifiées comme de véritables prédateurs. En France, certains d'entre eux portent des idéologies qui considèrent que le vivre ensemble défendu par les politiques publiques est une chimère. Ils cherchent à recruter partout, notamment dans les banlieues et les quartiers populaires. Les mouvements de repli sont par ailleurs exacerbés dans les quartiers en difficulté dont certains connaissent

